

---

## **PROCES-VERBAL**

---

### **Conseil Communautaire**

Séance du 22 juin 2026

Le lundi 22 juin 2026, à 18H30, le Conseil Communautaire s'est réuni, sous la présidence de Monsieur Arnaud LECUYER.

Lieu de réunion: Salle du Conseil - 8 Bd Simone Veil- DINAN

Date de convocation: jeudi 11 juin 2026

Nombre de membres en exercice: 95 titulaires - 48 suppléants

Présents: 79 – Procurations: 10 – Voix délibératives: 89

Conseillers communautaires titulaires présents : Arnaud LECUYER, Marina LE MOAL, Didier LECHIEN, Thierry ORVEILLON, Marie-Christine COTIN, Jérémy DAUPHIN, Anne-Sophie GUILLEMOT, Philippe LANDURE, Mickaël CHEVALIER, Suzanne LEBRETON, Laurence GALLEE, Aurélie NICOLAS, Yann GODET, Christelle GUINIO, Ronan TRELLU, Patrick BARRAUX, Fabrice RIVALLAN, Gaétan ACCOH, Josiane BETTLER, David BOIXIERE, Nathalie BONNOUVRIER, Christian BOUGIS, Chantal BOULOUX, Dominique BRIAND, Yves BRUNET, Jean-René CARFANTAN, Arnaud CARRE, Myriam CHERDEL, Didier CHOLET, Sylvain COULOMBEL, Catherine DE SALINS, René DEGRENNE, Sandrine DEUTSCHMANN, Odile DOUILLET-LEFAOU, Patrick DURAND, Céline ENGEL, Clémence ESSEVAZ-ROULET, Sophie FORTHOMME, François FRERE, Patrice GAUTIER, Charlotte GESLAIN, Mikaël HAQUIN, Françoise HEDE, Yannick HELLIO, Alain JAN, Sylvie JAQUET, Olivier JAVAUDIN, Laurence LE DU, Alexis LE NAOUR, Michel VILLAC, Dominique LEFORESTIER, Karine LESNE, Vanessa LETESSIER, Philippe LOHIER, Claudine LUCAS, Eliane LUCAS, Yannick LUCAS, Nicolas MAUPOINT, Véronique MEHEUST, Marie-Madeleine MICHEL, Odile MIEL-GRESSE, Didier MORAIN, Christophe OLLIVIER, Philippe ORVEILLON, Dominique PERCHE, Dominique RAMARD, Bruno RICARD, Benoit ROLLAND, Sandrine ROUXEL, Solène SAGORY, Pierrick SORGNIARD, Gérard TARDIF, Baptiste THEVELEIN, Paul TISON, Jean-Yves VILLALON

Conseillers communautaires suppléants présents : Océane FEBVRE, Corinne GALLEE, Caroline HAYCOX, Lemuel MONDESIR

Conseillers communautaires excusés, ayant donné procuration : Bernard PLESIER pouvoir à Marie-Madeleine MICHEL, Cécile ARMANGE pouvoir à Philippe ORVEILLON, Marie-Rose DANIEL pouvoir à Patrick DURAND, Charles HOUZE pouvoir à Chantal BOULOUX, Didier IBAGNE pouvoir à Clémence ESSEVAZ-ROULET, Céline LABBE pouvoir à Patrick BARRAUX, Maxime LEBORGNE pouvoir à Aurélie NICOLAS, Dominique LUCAS pouvoir à Suzanne LEBRETON, Géraldine LUCAS pouvoir à Sandrine DEUTSCHMANN, Quentin RENAULT pouvoir à Céline ENGEL

Secrétaire de Séance : Marina LE MOAL

Modification de l'assemblée en cours de séance :

Arrivée de Marie-Christine COTIN et Thierry ORVEILLON au cours de l'affaire CA- 2026-090.

Arrivée de Didier DERU au cours de l'affaire CA- 2026-091.

Sortie du Président pour l'affaire CA-2026-095.

Retour du Président pour l'affaire CA-2026-096.

Départ de Patrick BARRAUX au cours de l'affaire CA-2026-116 (qui fait tomber la procuration de Céline LABBE.

Après qu'il ait été procédé à l'appel et vérifié le quorum (présence de plus de la moitié des élus en exercice, à savoir, 49 élus, selon le Code général des Collectivités Territoriales (CGCT)) par Arnaud Lécuyer Président, l'Assemblée a désigné Marina Le Moal, sur proposition du Président, pour assurer les fonctions de secrétaire de séance.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du CGCT, le Président a informé le Conseil Communautaire que l'état des décisions prises depuis la dernière séance dans le cadre des délégations de pouvoir consenties au Président et/ou au Bureau a été joint au dossier de séance transmis aux conseillers communautaires préalablement à la séance.

Le Président a précisé que les conseillers communautaires ont pu en prendre connaissance et que la séance leur offre la possibilité de poser toute question à ce sujet.

Aucune question n'a été posée.

Le Président a ensuite rappelé l'ordre du jour comme suit :

---

## VIE DEMOCRATIQUE

---

CA- 2026-090 - Approbation du procès-verbal du Conseil Communautaire du 27 avril et du 18 mai 2026

Rapporteur : Monsieur Arnaud LECUYER

---

## COHESION SOCIALE

---

CA- 2026-091 - Schéma Départemental de Prévention et de Lutte contre les violences faites aux femmes en Côtes d'Armor 2026-2028- Approbation - Signature

Rapporteuse : Madame Marina LE MOAL

---

## VIE DEMOCRATIQUE

---

CA- 2026-092 - Fixation des orientations en matière de formation des élus communautaires et détermination des crédits affectés

Rapporteuse : Madame Marina LE MOAL

---

## FINANCES

---

CA- 2026-093 - Bilan des acquisitions et ventes immobilières - année 2025

Rapporteur : Monsieur Didier LECHIEN

CA-2026-094 - Adoption du règlement budgétaire et financier du mandat 2026-2032

Rapporteur : Monsieur Didier LECHIEN

CA- 2026-095 – Adoption du Compte Financier Unique 2025

Rapporteur : Monsieur Didier LECHIEN

CA- 2026-096 – Affectation des résultats – Exercice 2025

Rapporteur : Monsieur Didier LECHIEN

CA- 2026-097 – Adoption du Budget Supplémentaire 2026

Rapporteur : Monsieur Didier LECHIEN

CA- 2026-098 – Gestion pluriannuelle des grands investissements – Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (AP/CP)

Rapporteur : Monsieur Didier LECHIEN

---

## CONTRACTUALISATION

---

CA- 2026-099 – Dispositif « Projet de transition territoriale » – Département des Côtes d’Armor – Année 2026

Rapporteur : Monsieur Jérémy DAUPHIN

CA- 2026-100 – Fonds de concours – Communes de Langrolay-sur-Rance

Rapporteur : Monsieur Jérémy DAUPHIN

CA- 2026-101 – Fonds de concours – Commune de Broons

Rapporteur : Monsieur Jérémy DAUPHIN

CA- 2026-102 – Fonds de concours – Commune de Languenan

Rapporteur : Monsieur Jérémy DAUPHIN

CA- 2026-103 – Fonds de concours – Commune de Mégrit

Rapporteur : Monsieur Jérémy DAUPHIN

CA- 2026-104 – Fonds de concours – Commune de Saint-Juvat

Rapporteur : Monsieur Jérémy DAUPHIN

CA- 2026-105 – Fonds de concours – Commune de Tréfumel

Rapporteur : Monsieur Jérémy DAUPHIN

CA- 2026-106 – Fonds de concours – Commune de La Chapelle-Blanche  
Rapporteur : Monsieur Jérémy DAUPHIN

---

#### PETIT CYCLE DE L'EAU

---

CA- 2026-107 – Désignation du représentant de Dinan Agglomération aux assemblées générales de la SEMOP "Eaux de Dinan"

Rapporteur : Monsieur Arnaud LECUYER

CA- 2026-108 – Nomination d'un représentant de Dinan Agglomération aux assemblées générales des anciennes SEMOP Eau et Assainissement en liquidation

Rapporteur : Monsieur Arnaud LECUYER

CA- 2026-109 – Modification des statuts de La Régie Assainissement collectif – Composition du conseil d'exploitation

Rapporteur : Monsieur Bernard PLESIER

---

#### VIE DEMOCRATIQUE

---

CA- 2026-110 – Commission Consultative des Services Publics Locaux – Désignation des membres

Rapporteur : Monsieur Arnaud LECUYER

---

#### MOBILITES

---

CA- 2026-111 – Plan Vélo Communautaire – Mobilités douces – Attribution de subvention – Commune de Matignon

Rapporteure : Madame Anne-Sophie GUILLEMOT

CA- 2026-112 – Plan Vélo Communautaire – Mobilités douces – Attribution de subvention – Saint-Cast-le-Guildo

Rapporteur : Madame Anne-Sophie GUILLEMOT

---

## ADMINISTRATION GENERALE

---

CA- 2026-113 - Convention de « mise en œuvre du programme de développement économique territorial IBREIZH – Volet économie maritime » - Approbation des modifications

Rapporteur : Monsieur Patrick BARRAUX

---

## DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, EMPLOI et FORMATION

---

CA- 2026-114 - Lancement des Appels à Manifestation d'intérêt pour la réalisation de villages d'entreprises

Rapporteur : Monsieur Thierry ORVEILLON

---

## CULTURE

---

CA- 2026-115 - Tarifs de la saison culturelle 2026-2027 - Complément

Rapporteuse : Madame Aurélie NICOLAS

---

## SPORT

---

CA- 2026-116 - Piscine de la Planchette - Tarifs

Rapporteuse : Madame Christelle GUINIO

Monsieur Le Président débute le Conseil par une information sur la situation météorologique. L'alerte rouge canicule a en effet conduit Dinan Agglomération à prendre de nombreuses mesures visant à protéger ses agents et ses usagers. La gratuité de la Piscine, pendant cette période, y participe.

---

## VIE DEMOCRATIQUE

---

|                           |                                                                                                    |
|---------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Délibération: CA-2026-090 | <u>Objet</u> : Approbation du procès-verbal du Conseil Communautaire du 27 avril et du 18 mai 2026 |
|---------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|

Rapporteur : Monsieur Arnaud LECUYER

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les arrêtés préfectoraux des 25 novembre 2016 et 27 janvier 2025 portant création et modification des statuts de la Communauté d'Agglomération de Dinan Agglomération,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide de :

- Approuver le procès-verbal du Conseil Communautaire du 27 avril et du 18 mai 2026.

Délibération adoptée à l'unanimité

---

## COHESION SOCIALE

---

|                            |                                                                                                                                                          |
|----------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Délibération : CA-2026-091 | <u>Objet</u> : Schéma Départemental de Prévention et de Lutte contre les violences faites aux femmes en Côtes d'Armor 2026-2028- Approbation - Signature |
|----------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Rapporteuse : Madame Marina LE MOAL

Depuis plusieurs années, les obligations en matière d'égalité femmes-hommes se sont renforcées pour les collectivités locales, tant sur le volet employeur que sur le volet des politiques publiques. En application de la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale de plus de 20 000 habitants mettent en œuvre une politique pour l'égalité entre les femmes et les hommes selon une approche intégrée.

Depuis 2022, Dinan Agglomération intègre cet enjeu dans le cadre de sa démarche de Responsabilité Sociétale des Organisations (RSO) et déploie une démarche volontariste de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte contre les violences, tant en interne que dans ses politiques publiques.

Plus spécifiquement, la lutte contre les violences faites aux femmes est une préoccupation majeure de tous les acteurs (Etat, collectivités, associations) nécessitant d'œuvrer conjointement à l'accompagnement des victimes et à la prise en charge des auteurs de violences. Le Schéma Départemental de Prévention et de Lutte contre les Violences Faites aux Femmes en Côtes d'Armor 2026-2028 permet de concrétiser cette action conjointe et globale sur l'ensemble du département. Il fixe un cadre et des objectifs communs permettant d'offrir aux femmes victimes de violence un accompagnement pluridisciplinaire qualitatif.

Dans le cadre du Contrat Local de Santé, Dinan Agglomération co-pilote l'animation du réseau Violences Intra Familiales qui s'appuie sur 2 dispositifs locaux cofinancés par le Département, l'Etat et Dinan Agglomération : un poste de coordinatrice du dispositif Protège Toit et un poste d'Assistante Sociale en Compagnie de Gendarmerie.

Dinan Agglomération participe également à des réseaux locaux :

- Le réseau des référents Egalité organisé et animé par la Déléguée Départementale aux Droits des Femmes et à l'Egalité Femme-Homme des Côtes d'Armor,
- Le Conseil pour l'égalité entre les femmes et les hommes en Bretagne (CpeG) organisé et animé par la Région Bretagne.

A travers la signature de ce schéma, Dinan Agglomération affirme son engagement dans la lutte contre les violences faites aux femmes et sa volonté de collaborer avec les différents signataires afin de répondre à un objectif commun : assurer une action publique coordonnée et efficace sur le territoire.

Le schéma se décline autour de 4 axes :

1. Diffuser une culture de l'égalité femmes-hommes pour sensibiliser le grand public et les professionnels afin de mieux prévenir les violences faites aux femmes,
2. Protéger et accompagner les victimes : mobiliser et coordonner les ressources, en fluidifiant les parcours,
3. Prendre en charge les auteurs pour prévenir la récidive et protéger les victimes,
4. Prendre en charge les enfants victimes au sein du couple violent.

Pour chacun des axes, des objectifs et des actions sont proposés avec des pilotes identifiés selon leurs compétences.

### Discussions :

Monsieur OLLIVIER demande si le poste d'assistante sociale en gendarmerie est bien pérennisé.

Monsieur VILLAC souhaite rappeler que les violences intrafamiliales ne se limitent pas aux violences faites aux femmes, mais concernent également les enfants, il convient donc d'agir rapidement en direction de ces victimes.

Madame LE MOAL indique que des dispositifs forts existent sur le territoire de Dinan Agglomération et notamment l'intervenante sociale en gendarmerie, dispositif dont la pérennité à court terme en tout cas est assurée. Mme LE MOAL s'engage à soutenir ce poste auprès du Préfet des Côtes d'Armor et du Procureur de la République qui, avec l'appui du Réseau VIF (Violences Intra familiales), constitue une pièce incontournable de la lutte contre les violences intrafamiliales.

La prise en charge des enfants victimes de violences s'organise selon deux modalités. D'une part, les enfants ayant subi des violences sont directement concernés par les différentes actions présentées dans le schéma. D'autre part, le Département occupe une place centrale dans leur prise en charge, en assurant la coordination et la mise en œuvre des dispositifs de protection et d'accompagnement.

Le dispositif « protège-toit » permet de porter assistance à toutes les victimes, dont les enfants. Il permet d'éviter de les délocaliser et de les maintenir dans leur milieu scolaire. Il est constaté que beaucoup de victimes ne retournent pas au domicile familial, grâce à la mobilisation des bailleurs sociaux qui priorisent ces dossiers.

Le territoire de Dinan Agglomération a donc mis en place des outils en matière de violences intra familiales de manière originale et proactive.

Monsieur MORAIN demande quel est le nombre de logements « protège-toit » sur le territoire de Dinan Agglomération.

Madame LE MOAL indique qu'il existe 12 ou 13 logements. L'objectif est d'arriver à 15 logements. Il convient de rappeler qu'avant la mise en place du dispositif, ces victimes étaient logées aux alentours de Saint-Brieuc. L'occupation moyenne des logements est de 7 mois, avant de trouver une solution pérenne.

**Vu** la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** les arrêtés préfectoraux des 25 novembre 2016 et 27 janvier 2025 portant création et modification des statuts de la Communauté d'Agglomération de Dinan Agglomération,

**Vu** la délibération n°CA-2025-134 du Conseil Communautaire du 29 septembre 2025 portant renouvellement du Contrat Local de Santé,

Ainsi, considérant l'ensemble de ces éléments,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide de :

- **Approuver** le Schéma départemental de Prévention de et Lutte contre les Violences faites aux femmes en Côtes d'Armor 2026-2028, tel que joint en annexe,
- **Autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer le Schéma départemental de Prévention de et Lutte contre les Violences faites aux femmes en Côtes d'Armor 2026-2028 ainsi que tout document utile nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité  
(Abstentions : 5)

---

## VIE DEMOCRATIQUE

---

|                            |                                                                                                                                |
|----------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Délibération : CA-2026-092 | <u>Objet</u> : Fixation des orientations en matière de formation des élus communautaires et détermination des crédits affectés |
|----------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Rapporteuse : Madame Marina LE MOAL

L'organe délibérant de Dinan Agglomération est appelé à se prononcer sur l'exercice du droit à la formation de ses membres, et plus particulièrement sur la détermination des orientations et les crédits ouverts à ce titre.

- Caractère obligatoire des dépenses de formation

Les frais de formation constituent une **dépense obligatoire** pour Dinan Agglomération. A ce titre :

- Le montant prévisionnel des dépenses de formation des élus ne peut être inférieur à 2 % du montant total des indemnités de fonction pouvant être allouées aux membres du Conseil Communautaire,
- Le montant réel des dépenses de formation ne peut excéder 20 % de ce même montant.

Soit pour Dinan Agglomération un montant situé entre 933 et 9 330 €.

Cette dépense obligatoire couvre :

- Les demandes de formations individuelles et leurs frais annexes (frais de déplacement et d'hébergement),
- Les formations collectives,
- La compensation des pertes de revenus.

Détermination des orientations générale :

A la suite du renouvellement des assemblées, et dans le cadre de la prise de mandat communautaire, il est proposé une ligne stratégique sur la formation des élus :

Seront donc prioritaires les formations suivantes :

**Formation de prise de mandat :**

Les élus communautaires, en particulier les élus nouvellement désignés, doivent pouvoir bénéficier d'une formation prioritaire sur :

- Le fonctionnement institutionnel de l'intercommunalité,

- Le rôle et les responsabilités de l' élu communautaire,
- La gouvernance communautaire (Bureau, commissions, délégations, pacte de gouvernance, conférence des maires),
- La prise de parole en public.

### Sécurisation juridique et déontologique

Les formations visant à sécuriser l'exercice du mandat seront encouragées, notamment :

- Prévention des conflits d'intérêts et respect des obligations déontologiques,
- Responsabilité civile, pénale et administrative des élus,
- Règles de transparence, prévention du favoritisme, contrôle de légalité.

### Finances publiques locales

Les formations portant sur la compréhension et l'analyse des finances communautaires seront prioritaires :

- Lecture du budget, du compte financier unique, du plan pluriannuel d'investissement,
- Fiscalité intercommunale, dotations, attributions de compensation,
- Prospective financière, endettement, capacité d'autofinancement.

### Compétences exercées par Dinan Agglomération :

Seront privilégiées les formations directement liées aux compétences de la Communauté, notamment :

- Développement économique,
- Habitat et politique du logement (Plan Local de l'Habitat, rénovation, équilibre social de l'habitat),
- Urbanisme et aménagement (Plan Local d'Urbanisme intercommunal, Schéma de Cohérence Territoriale),
- Mobilité, transport, voirie,
- Eau, assainissement, gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI),
- Collecte et traitement des déchets,
- Transition écologique, Plan Climat Air Energie Territorial,
- Petite enfance et cohésion sociale.
- Organismes habilités à dispenser les formations

Seuls les organismes ayant fait l'objet d'un agrément par le Ministère de l'Intérieur sont habilités à dispenser des formations aux élus et donnent lieu à une prise en charge financière par Dinan Agglomération.

- Formation obligatoire en début de mandat

Une formation est obligatoirement organisée au cours de la **première année de mandat** pour les élus ayant reçu une délégation, conformément aux dispositions légales en vigueur.

- Congé de formation des élus salariés

Les membres du Conseil Communautaire ayant la qualité de salarié ont droit à un **congé de formation de 24 jours** pour la durée du mandat, quel que soit le nombre de mandats détenus. Ce congé est renouvelable en cas de réélection.

Les frais de déplacement, de séjour et d'enseignement donnent droit à remboursement. Les pertes de revenu subies du fait de l'exercice de ce droit à la formation sont compensées dans la limite de 21 jours par élu pour la durée du mandat et d'une fois et demie la valeur horaire du SMIC par heure.

- **Droit individuel à la formation (DIF) des élus**

Les membres du Conseil Communautaire bénéficient chaque année d'un droit individuel à la formation (DIF), comptabilisé en euros, cumulable sur toute la durée du mandat dans la limite d'un plafond. (800 €). Ce droit est financé par une cotisation obligatoire dont le taux est de 1 % et est prélevée sur les indemnités de fonction perçues<sup>1</sup>.

La mise en œuvre du droit individuel à la formation relève de l'initiative de chacun des élus et peut concerner des formations sans lien direct avec l'exercice du mandat. Ces formations peuvent notamment contribuer à l'acquisition des compétences nécessaires à la réinsertion professionnelle à l'issue du mandat.

Les frais de transport, hébergement et restauration peuvent alors être pris en charge par la Caisse des Dépôts, sur présentation d'une note de frais et de justificatifs de dépenses dans les conditions prévues pour les agents publics en mission.<sup>2</sup>

- **Rapport annuel sur la formation des élus**

Un tableau récapitulant les actions de formation des élus financées par Dinan Agglomération est annexé au compte financier unique. Il donne lieu à un **débat annuel** sur la formation des membres du Conseil Communautaire.

**Vu** les articles L.2321-2 et L.2123-12 à L.2123-14 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) relatifs au droit à la formation des élus locaux,

**Vu** l'article L.2123-14-1 du CGCT relatif aux compétences des établissements publics de coopération intercommunale en matière de formation des élus,

**Vu** les arrêtés préfectoraux des 25 novembre 2016 et 27 janvier 2025 portant création et modifiant les statuts de la Communauté d'Agglomération de Dinan Agglomération,

**Considérant** la nécessité pour chaque élu communautaire d'acquérir ou renforcer des compétences nécessaires à l'exercice des responsabilités locales,

**Considérant** également la nécessité :

- D'avoir une meilleure compréhension pour appréhender la complexité des politiques publiques et des enjeux territoriaux,
- De sécuriser les décisions prises au sein des différentes instances de décision,

Ainsi, considérant l'ensemble de ces éléments,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré décide de :**

- **Approuver** les orientations en matière de formation des élus communautaires telles que définies dans l'exposé des motifs ci-dessus,
- **Fixer** le montant prévisionnel des crédits alloués à la formation des élus à 9 330 € pour l'exercice en cours, représentant 20 % du montant total des indemnités de fonction pouvant être allouées aux membres du Conseil Communautaire, soit le montant maximum autorisé,

---

<sup>1</sup> Article L.1621-3 du CGCT.

<sup>2</sup> Conformément au décret n°2006-781 du 3 juillet 2006.

- **Décider** que seules les formations dispensées par des organismes agréés par le Ministère de l'Intérieur feront l'objet d'une prise en charge par Dinan Agglomération,
- **Rappeler** l'obligation d'organiser une formation au cours de la première année de mandat pour les élus ayant reçu une délégation,
- **Autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

### Délibération adoptée à l'unanimité

## FINANCES

|                            |                                                                           |
|----------------------------|---------------------------------------------------------------------------|
| Délibération : CA-2026-093 | <u>Objet</u> : Bilan des acquisitions et ventes immobilières - année 2025 |
|----------------------------|---------------------------------------------------------------------------|

**Rapporteur** : Monsieur Didier LECHIEN

L'article L.5211-37 du code général des collectivités territoriales dispose que le bilan des acquisitions et des cessions immobilières effectuées par les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) est soumis à une délibération de l'organe délibérant. Ce bilan est annexé au Compte Financier Unique (CFU).

Ce bilan fait état, au cours de l'année 2025 :

Des acquisitions suivantes :

| INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES (Budget ZA) |           |                |                        |              |                |                           |                                                        |
|-----------------------------------------|-----------|----------------|------------------------|--------------|----------------|---------------------------|--------------------------------------------------------|
| Commune                                 | Adresse   | Nature du bien | Références cadastrales | Surface (m²) | Date de l'acte | Vendeur                   | Prix d'acquisition / Modalités éventuelles de paiement |
| BEAUSSAIS-SUR-MER                       | Ploubalay | Terrain        | G 1826 et 1827         | 24 915       | 01/12/2025     | CCAS de BEAUSSAIS-SUR-MER | 99 660 €<br>+ 14 000 €<br>(indemnité d'éviction)       |
| TOTAL                                   |           |                |                        |              |                |                           | 113 660,00 €                                           |

| PETIT CYCLE DE L'EAU (Budget Assainissement) |                        |                |                        |              |                |                   |                                                        |
|----------------------------------------------|------------------------|----------------|------------------------|--------------|----------------|-------------------|--------------------------------------------------------|
| Commune                                      | Adresse                | Nature du bien | Références cadastrales | Surface (m²) | Date de l'acte | Vendeur           | Prix d'acquisition / Modalités éventuelles de paiement |
| TADEN                                        | rue de la Tramontane   | Bâtiment       | AB 54                  | 2 278        | 17/10/2025     | SCI O2 DINAN      | 600 000 €<br>+ 291 291,14 €<br>(indemnités de loyers)  |
| SAINT-POTAN                                  | Le Pont Mulon          | Terrain        | ZS 111                 | 8 500        | 23/10/2025     | Consorts ROUILLAC | 5 600 €<br>+ 2 400 €<br>(indemnité d'éviction)         |
| PLOUASNE                                     | Le Clos de Devant      | Terrain        | D 1216                 | 122          | 10/11/2025     | M. TOSTIVINT      | 1 000,00 €                                             |
| PLOUASNE                                     | Les Planchettes d'Abas | Terrain        | G 768                  | 194          | 17/11/2025     | M. et Mme COLLET  | 1 000,00 €                                             |

|       |              |
|-------|--------------|
| TOTAL | 901 291,14 € |
|-------|--------------|

| AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE (Budget Principal) |                     |                |                        |              |                |         |                                                        |
|-------------------------------------------------------------|---------------------|----------------|------------------------|--------------|----------------|---------|--------------------------------------------------------|
| Commune                                                     | Adresse             | Nature du bien | Références cadastrales | Surface (m²) | Date de l'acte | Vendeur | Prix d'acquisition / Modalités éventuelles de paiement |
| SAINT-ANDRE-DES-EAUX                                        | Prairie de Bétineuc | Terrain        | A 112                  | 243          | 02/12/2025     | DRFIP   | 130,00 €                                               |
| TOTAL                                                       |                     |                |                        |              |                |         | 130,00 €                                               |

| PISCINES (Budget Principal) |                                                |                |                        |              |                |                       |                                                        |
|-----------------------------|------------------------------------------------|----------------|------------------------|--------------|----------------|-----------------------|--------------------------------------------------------|
| Commune                     | Adresse                                        | Nature du bien | Références cadastrales | Surface (m²) | Date de l'acte | Vendeur               | Prix d'acquisition / Modalités éventuelles de paiement |
| DINAN                       | Zone industrielle                              | Terrain        | AB 231                 | 34           | 25/11/2025     | ELOTOM FINANCES       | 680,00 €                                               |
| DINAN                       | Zone industrielle et 25 rue du Capitaine Hesry | Terrain        | AB 237 et 239          | 295          | 25/11/2025     | SCI DES HAUTS LOUVETS | 5 900,00 €                                             |
| DINAN                       | Zone industrielle                              | Terrain        | AB 235                 | 76           | 27/11/2025     | SCI LGGM              | 9 200,00 € (prix converti en édification de clôture)   |
| TOTAL                       |                                                |                |                        |              |                |                       | 15 780,00 €                                            |

Des cessions suivantes :

| INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES ( Budget ZA) |                             |                 |                        |              |                |                              |                                                        |
|------------------------------------------|-----------------------------|-----------------|------------------------|--------------|----------------|------------------------------|--------------------------------------------------------|
| Commune                                  | Adresse                     | Nature du bien  | Références cadastrales | Surface (m²) | Date de l'acte | Acquéreur                    | Prix de vente (HT) / Modalités éventuelles de paiement |
| EVRAU                                    | 30 rue du Clos de la Pierre | Terrain         | F 1507 et 1537         | 2 380        | 24/04/2025     | SCI OLSAJOYA                 | 28 560,00 €                                            |
| PLESLIN-TRIGAVOU                         | ZA Grignardais              | Terrain         | AO 205                 | 3 685        | 26/05/2025     | SCI GOUAISIMMO               | 147 400,00 €                                           |
| EVRAU                                    | 28 rue du Clos de la Pierre | Terrain         | F 1540                 | 1 630        | 24/06/2025     | SCI DOMISE                   | 19 560,00 €                                            |
| EVRAU                                    | 24 rue du Clos de la Pierre | Terrain         | F 1493                 | 1 623        | 24/06/2025     | M. MACE                      | 19 476,00 €                                            |
| PLEUDIHEN-SUR-RANCE                      | ZA La Costardais            | Terrain         | ZC 252                 | 369          | 15/07/2025     | SCI PLEUDIMMO                | 1 845,00 €                                             |
| MATIGNON                                 | ZA du Chemin Vert           | Terrain         | ZK 460                 | 1 639        | 07/10/2025     | SCI DE LAHO                  | 19 668,00 €                                            |
| PLUMAUDAN                                | ZA Le Dily                  | Terrain         | B 1605                 | 1 928        | 13/11/2025     | CUMA L'ENTENTE PLUMAUDANAISE | 48 200,00 €                                            |
| MATIGNON                                 | ZA du Chemin Vert           | Terrain à bâtir | ZK 463                 | 996          | 19/11/2025     | AR PADUSTED                  | 24 900,00 €                                            |
| TADEN                                    | ZAC des Allelux             | Terrain à bâtir | AB 84                  | 2 020        | 20/11/2025     | SCI 2J                       | 80 800,00 €                                            |
| TADEN                                    | rue de la Tramontane        | Chemin          | AB 87, 88 et 89        | 458          | 10/12/2025     | ZEF                          | 18 320,00 €                                            |
| TOTAL                                    |                             |                 |                        |              |                |                              | 408 729,00 €                                           |

| PISCINES (Budget Principal) |
|-----------------------------|
|-----------------------------|

| Commune | Adresse           | Nature du bien | Références cadastrales | Surface (m²) | Date de l'acte | Acquéreur       | Prix de vente / Modalités éventuelles de paiement |
|---------|-------------------|----------------|------------------------|--------------|----------------|-----------------|---------------------------------------------------|
| DINAN   | Zone industrielle | Terrain        | AB 227, 229 et 233     | 242          | 25/11/2025     | ELOTOM FINANCES | 4 840,00 €                                        |
| TOTAL   |                   |                |                        |              |                |                 | 4 840,00 €                                        |

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-37 prévoyant le bilan des acquisitions et cessions immobilières opérées au cours de l'année écoulée sur le territoire de l'EPCI,

**Vu** le Code général de la propriété des personnes publiques,

**Vu** les arrêtés préfectoraux en date des 25 novembre 2016 et 27 janvier 2025 portant création et modification des statuts de la Communauté d'Agglomération de Dinan Agglomération,

**Considérant** que, dans ce but, le Conseil Communautaire doit débattre au moins une fois par an sur le bilan de la politique foncière menée par l'EPCI et que ce bilan est annexé au CFU,

Ainsi, considérant l'ensemble de ces éléments,

**Le Communautaire, après en avoir délibéré, décide de :**

- **Approuver** le bilan des acquisitions et cessions immobilières au titre de l'année 2025.

**Délibération adoptée à l'unanimité**  
(*Abstentions : 2*)

|                            |                                                                                  |
|----------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|
| Délibération : CA-2026-094 | <u>Objet</u> : Adoption du règlement budgétaire et financier du mandat 2026-2032 |
|----------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|

**Rapporteur** : Monsieur Didier LECHIEN

Dinan Agglomération a dû se doter d'un Règlement Budgétaire et Financier (RBF) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, lorsqu'elle a décidé d'adopter le référentiel budgétaire et comptable M57<sup>3</sup>.

Le règlement budgétaire et financier est un document formalisant les règles internes relatives à la gestion budgétaire et comptable d'une collectivité. Il est valable pour toute la durée de la mandature. Ce règlement peut être révisé. Toute modification est soumise au conseil communautaire.

A l'occasion du renouvellement des membres du Conseil Communautaire, il doit être soumis à délibération avant la toute 1<sup>ère</sup> délibération budgétaire.

Les modifications apportées au précédent règlement concernent la distinction entre l'investissement et le fonctionnement, l'ajout du « budget vert », la gestion des régies d'avances et de recettes, et, les subventions attribuées et versées.

**Vu** l'article L.5217-10-8 du Code général collectivités territoriales (CGCT),

**Vu** la délibération n°CA-2022-117 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 28 novembre 2022, portant sur l'adoption de la mise en place de la nomenclature M57 et du Règlement Budgétaire et Financier.

<sup>3</sup> En vertu de l'article L.5217-10-8 du Code général collectivités territoriales (CGCT),

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide de :

- Adopter le Règlement Budgétaire et Financier présent en annexe.

Délibération adoptée à l'unanimité

|                            |                                                         |
|----------------------------|---------------------------------------------------------|
| Délibération : CA-2026-095 | <u>Objet</u> : Adoption du Compte Financier Unique 2025 |
|----------------------------|---------------------------------------------------------|

Rapporteur : Monsieur Didier LECHIEN

La présente séance comprenant l'approbation des Comptes Financiers Uniques (CFU) de l'exercice 2025, si le Président peut assister à la discussion, il doit se retirer au moment du vote<sup>4</sup>.

Il convient donc que le Conseil Communautaire élise son président de séance pour la gestion des questions d'approbation des comptes financiers uniques 2025 de la Communauté d'Agglomération.

Discussion :

Monsieur VILLAC souligne la longueur de la présentation et l'importance physique du dossier correspondant. Monsieur VILLAC indique que le système de téléchargement des dossiers ne fonctionne pas et suggère qu'une commission des finances travaille préalablement l'ensemble des données. Monsieur VILLAC a bien compris que des décisions devraient être prises pour l'avenir, mais souhaite savoir si ces décisions sont liées à des éléments conjoncturels ou structurels (par exemple la mise en service de la Piscine), s'il s'agit juste d'une étape à passer ? Monsieur VILLAC indique être alerté par la dégradation du fonds de roulement, qui doit être analysée, rappelle que les contribuables ne sont pas favorables à une hausse des taxes, et qu'il sera peut-être nécessaire de fonctionner avec les recettes dont dispose actuellement Dinan Agglomération.

Monsieur DERU souligne la dépendance croissante des finances de Dinan Agglomération vis à vis de l'Etat, qui induit une restructuration complète des budgets des collectivités locales en général. Monsieur DERU apprécie le taux de réalisation de 85 % en fonctionnement, mais souhaite connaître le taux de réalisation notamment sur le budget Eau.

Monsieur BOIXIERE souligne la diminution des subventions de l'Agence de l'Eau qui incite au lancement de politiques qu'elle accompagne financièrement pendant 3 ou 4 ans puis qu'elle abandonne au financement du bloc local.

Madame LE MOAL indique à M. VILLAC que les dossiers de séance sont téléchargeables, mais qu'un travail est actuellement en cours afin d'offrir un environnement plus pratique aux élus dans le cadre des envois de convocation. Madame LE MOAL rappelle que le groupe d'élus qui travaille sur le pacte de gouvernance est en charge de faire une proposition sur les commissions qui pourront ainsi commencer à fonctionner à l'automne. Mme LE MOAL rappelle également la présentation faite à la fois en conférences des maires et lors de la journée d'accueil des élus : en matière budgétaire, l'établissement public va faire

---

<sup>4</sup> Conformément à l'article L 2121-14 du Code général des collectivités territoriales

inévitablement face à un effet ciseau à savoir une augmentation des dépenses et une diminution des recettes, les deux courbes finissant par se croiser.

Monsieur LECHIEN souligne que cette situation est commune à l'ensemble des collectivités territoriales. Après plusieurs années de progression continue, les recettes sont désormais en baisse, alors même que les collectivités demeurent tributaires des décisions prises dans le cadre des lois de finances. Parallèlement, la croissance de la population entraîne une augmentation des besoins en services publics, tandis que la hausse des coûts de l'énergie accentue les contraintes budgétaires.

S'agissant des recettes, il met en avant la diminution du Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) ainsi qu'une baisse significative des dotations et de la fiscalité reversée par l'Etat. S'il partage l'avis selon lequel une augmentation de la fiscalité n'est pas souhaitable, il estime néanmoins que cette option ne peut être totalement écartée.

Il insiste enfin sur la nécessité de maintenir une gestion rigoureuse des dépenses de fonctionnement, tout en recherchant de nouveaux leviers de financement, notamment par l'augmentation des recettes des services lorsque cela est possible et par la mobilisation de subventions.

Monsieur LECHIEN précise que, s'agissant des budgets de l'eau et de l'assainissement, le taux de réalisation des dépenses de fonctionnement s'élève à 80 %. Il indique également que la diminution du fonds de roulement s'explique principalement par les paiements liés à la Piscine.

Madame LE DU remarque concernant la politique « cycle de l'eau » que les charges de personnel diminuent de 24 % ce qui s'explique par le transfert des maisons nature au Parc Naturel Régional (PNR) mais constate une augmentation au niveau du charges générales ?

Monsieur LECHIEN indique qu'il s'agit d'une transformation des charges de personnel en subvention versée au PNR.

M. RICARD indique les avantages des Paiements pour Services Environnementaux (PSE) notamment autour du captage de la Ville Bezie qui permettent d'engager des mesures concrètes sur le terrain. Ces PSE sont actuellement financés par l'Agence de l'Eau, mais celle-ci se tourne vers les producteurs d'eau pour participer à ce financement.

M. BOIXIERE constate que la baisse des financements de la part des agences étatiques ne concerne pas uniquement le grand cycle de l'eau, mais de nombreuses autres politiques publiques, et notamment l'habitat.

Madame MICHEL souhaite avoir le détail des recettes liées à la taxe de séjour, dans la mesure où les tarifs de cette dernière ont été augmentés.

Monsieur LECHIEN indique que les tarifs de la taxe de séjour ont été revus pour une application à compter de 2027.

Monsieur Le Président quitte la salle.

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2121-14, L2121-29, L2121-31, L2311-5 et L5211-1,

**Vu** l'article 242 de la loi de finances de 2019 modifié par l'article 145 de la loi du 30 décembre 2022,

**Vu** le décret n°2012-1246 du 7 novembre modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

**Vu** les instructions budgétaires et comptables M57, M4, applicables aux services publics

locaux à caractères industriel ou commercial et ses instructions complémentaires, M43 « Transport de voyageurs » et M49 « eau et assainissement »,

**Vu** les arrêtés préfectoraux des 25 novembre 2016 et 27 janvier 2025 portant création et modification des statuts de la Communauté d'Agglomération de Dinan Agglomération,

**Vu** les délibérations n°CA-2025-190, CA-2025-191, CA-2025-192, CA-2025-193 et CA-2025-194 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 15 décembre 2025 approuvant les Budgets Primitifs 2026,

**Vu** les différents documents budgétaires (Budget primitif et décisions modificatives) votés au cours de l'exercice 2025,

**Vu** les annexes jointes,

**Vu** le rapport de présentation des Comptes Financiers Uniques 2025 tel qu'en annexe,

**Considérant** que le Conseil Communautaire doit se prononcer avant le 30 juin de l'année N+1 sur l'exécution de la comptabilité administrative tenue par Monsieur le Président,

**Considérant** que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents,

**Considérant** que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents,

**Considérant** que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU,

**Considérant** que pour ce faire, le Président a quitté la séance à l'issue de la discussion sur les comptes financiers uniques 2025 et est remplacé par un.e Président.e de séance désigné.e par le Conseil Communautaire,

**Considérant** que les résultats des Comptes Financiers Uniques sont les suivants :

| BUDGET                               | section        | Résultat de l'exercice 2025 | Reprises antérieures des résultats | Résultat de clôture année 2025 | Reste à réaliser | Résultat de clôture 2025 avec reports |
|--------------------------------------|----------------|-----------------------------|------------------------------------|--------------------------------|------------------|---------------------------------------|
| PRINCIPAL                            | Fonctionnement | 2 240 724,07 €              | 9 539 506,44 €                     | 11 780 230,51 €                |                  | 11 780 230,51 €                       |
|                                      | Investissement | -197 505,02 €               | -6 197 698,69 €                    | -6 395 203,71 €                | -4 983 455,79 €  | -11 378 659,50 €                      |
|                                      |                | 2 043 219,05 €              | 3 341 807,75 €                     | 5 385 026,80 €                 | -4 983 455,79 €  | 401 571,01 €                          |
| SAISON CULTURELLE                    | Fonctionnement | 128 616,80 €                | 0,00 €                             | 128 616,80 €                   |                  | 128 616,80 €                          |
|                                      | Investissement | -77 331,84 €                | -150 534,63 €                      | -227 866,47 €                  | 0,00 €           | -227 866,47 €                         |
|                                      |                | 51 284,96 €                 | -150 534,63 €                      | -99 249,67 €                   | 0,00 €           | -99 249,67 €                          |
| PEPINIERES                           | Fonctionnement | 0,00 €                      | 0,00 €                             | 0,00 €                         |                  | 0,00 €                                |
|                                      | Investissement | 67 568,25 €                 | 309 358,97 €                       | 376 927,22 €                   | -26 490,07 €     | 350 437,15 €                          |
|                                      |                | 67 568,25 €                 | 309 358,97 €                       | 376 927,22 €                   | -26 490,07 €     | 350 437,15 €                          |
| TRANSPORT                            | Fonctionnement | -57 216,01 €                | 1 517 581,99 €                     | 1 460 365,98 €                 |                  | 1 460 365,98 €                        |
|                                      | Investissement | -21 660,46 €                | 314 038,90 €                       | 292 378,44 €                   | -170 552,46 €    | 121 825,98 €                          |
|                                      |                | -78 876,47 €                | 1 831 620,89 €                     | 1 752 744,42 €                 | -170 552,46 €    | 1 582 191,96 €                        |
| COLLECTE ET VALORISATION DES DECHETS | Fonctionnement | 1 861 356,05 €              | 934 247,79 €                       | 2 795 603,84 €                 |                  | 2 795 603,84 €                        |
|                                      | Investissement | 1 425 403,00 €              | 1 272 735,67 €                     | 2 698 138,67 €                 | -3 179 696,81 €  | -481 558,14 €                         |
|                                      |                | 3 286 759,05 €              | 2 206 983,46 €                     | 5 493 742,51 €                 | -3 179 696,81 €  | 2 314 045,70 €                        |
| REOM                                 | Fonctionnement | -106 194,18 €               | 6 605,28 €                         | -99 588,90 €                   |                  | -99 588,90 €                          |
|                                      | Investissement | 0,00 €                      | 0,00 €                             | 0,00 €                         | 0,00 €           | 0,00 €                                |
|                                      |                | -106 194,18 €               | 6 605,28 €                         | -99 588,90 €                   | 0,00 €           | -99 588,90 €                          |
| ZONES ACTIVITES                      | Fonctionnement | -1 266 248,24 €             | 449 976,57 €                       | -816 271,67 €                  |                  | -816 271,67 €                         |
|                                      | Investissement | 1 084 284,63 €              | 1 232 261,76 €                     | 2 316 546,39 €                 | 0,00 €           | 2 316 546,39 €                        |
|                                      |                | -181 963,61 €               | 1 682 238,33 €                     | 1 500 274,72 €                 |                  | 1 500 274,72 €                        |
| EAU POTABLE                          | Fonctionnement | 1 702 182,88 €              | 648 465,01 €                       | 2 350 647,89 €                 |                  | 2 350 647,89 €                        |
|                                      | Investissement | -1 162 502,78 €             | -431 607,18 €                      | -1 594 109,96 €                | -919 036,32 €    | -2 513 146,28 €                       |
|                                      |                | 539 680,10 €                | 216 857,83 €                       | 756 537,93 €                   | -919 036,32 €    | -162 498,39 €                         |
| ASSAINISSEMENT                       | Fonctionnement | 1 368 107,31 €              | 731 422,46 €                       | 2 099 529,77 €                 |                  | 2 099 529,77 €                        |
|                                      | Investissement | -1 264 316,61 €             | -716 487,86 €                      | -1 980 804,47 €                | -2 835 521,75 €  | -4 816 326,22 €                       |
|                                      |                | 103 790,70 €                | 14 934,60 €                        | 118 725,30 €                   | -2 835 521,75 €  | -2 716 796,45 €                       |
| MILIEUX AQUATIQUES                   | Fonctionnement | 480 141,94 €                | -114 916,38 €                      | 365 225,56 €                   |                  | 365 225,56 €                          |
|                                      | Investissement | 45 966,72 €                 | -104 578,53 €                      | -58 611,81 €                   | -60 476,00 €     | -119 087,81 €                         |
|                                      |                | 526 108,66 €                | -219 494,91 €                      | 306 613,75 €                   | -60 476,00 €     | 246 137,75 €                          |
| TOTAL                                |                | 6 251 376,51 €              | 9 240 377,57 €                     | 15 491 754,08 €                | -12 175 229,20 € | 3 316 524,88 €                        |

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide de :

- **Désigner** Madame Marina LE MOAL comme Présidente de séance, pour l'examen de la présente affaire,
- **Approuver** les Comptes Financiers Uniques présentés par Monsieur le Président de Dinan Agglomération pour l'exercice 2025, étant entendu :
  - Que Monsieur Arnaud LECUYER, Président, a quitté la salle et n'a pas pris part au vote,
  - Que le Conseil Communautaire, à l'unanimité, ne s'est pas prononcé contre.

Les questions d'approbation des comptes financiers uniques étant votées, Monsieur le Président reprend la présidence de la séance pour les questions suivantes.

**Délibération adoptée à l'unanimité**

(Abstentions : 5)

(N'ont pas pris part au vote : 1)

|                            |                                                          |
|----------------------------|----------------------------------------------------------|
| Délibération : CA-2026-096 | <u>Objet</u> : Affectation des résultats – Exercice 2025 |
|----------------------------|----------------------------------------------------------|

**Rapporteur** : Monsieur Didier LECHIEN

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2121-14, L2121-29, L2121-31, L2311-5 et L5211-1,

**Vu** les instructions budgétaires et comptables M57, M4, applicables aux services publics locaux à caractères industriel ou commercial et ses instructions complémentaires, M43 « Transport de voyageurs » et M49 « eau et assainissement »,

**Vu** les arrêtés préfectoraux des 25 novembre 2016 et 27 janvier 2025 portant création et modification des statuts de la Communauté d'Agglomération de Dinan Agglomération,

**Vu** les délibérations n°CA-2025-190, CA-2025-191, CA-2025-192, CA-2025-193 et CA-2025-194 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 15 décembre 2025 approuvant les Budgets Primitifs 2026,

**Vu** la délibération n°CA-2025-198 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 15 décembre 2025 approuvant la clôture du budget annexe « Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères » (REOM) et le transfert des résultats de clôture vers le Budget Principal,

**Vu** les différents documents budgétaires (Budget primitif et décisions modificatives) votés au cours de l'exercice 2025,

**Vu** la délibération n°CA-2026-095 du 22 juin 2026 approuvant le Compte Financier Unique pour l'exercice 2025 du budget principal et des budgets annexes,

**Considérant** l'approbation du Compte Financier Unique 2025,

**Considérant** qu'il est nécessaire d'affecter les résultats au Budget 2026,

**Considérant** les besoins de financement de la section d'investissement du budget principal et des budgets annexes, étant précisé que ces besoins sont définis par le résultat de l'exercice, cumulé aux résultats antérieurs et au solde des reports,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide de :

- **Affecter** prioritairement les résultats à la couverture des besoins en financement de la section d'investissement y compris reports d'investissement (compte 1068) puis, si nécessaire, en excédent reporté (002).
- Soit :

Article 1<sup>er</sup> - **AU BUDGET PRINCIPAL**

➤ Budget Principal

|                              |               |
|------------------------------|---------------|
| Résultat de l'exercice :     | 2 240 724,07  |
| Résultat antérieur :         | 9 539 506,44  |
| Résultat cumulé à affecter : | 11 780 230,51 |

|                                         |               |
|-----------------------------------------|---------------|
| Besoin de financement en investissement | 11 378 659,50 |
|-----------------------------------------|---------------|

Le résultat d'exploitation est affecté comme suit :

|                                                               |                |
|---------------------------------------------------------------|----------------|
| Affectation en réserves pour financer l'investissement -1068- | 9 976 744,71   |
| Affectation de l'excédent reporté -002-                       | 1 803 485,80   |
| Affectation du déficit reporté -001-                          | - 6 395 203,71 |

➤ Budget annexe REOM

|                              |              |
|------------------------------|--------------|
| Résultat de l'exercice :     | - 106 194,18 |
| Résultat antérieur :         | 6 605,28     |
| Résultat cumulé à affecter : | - 99 588,90  |

|                                         |      |
|-----------------------------------------|------|
| Besoin de financement en investissement | 0,00 |
|-----------------------------------------|------|

Le résultat d'exploitation est affecté comme suit :

|                                         |             |
|-----------------------------------------|-------------|
| Affectation du déficit reporté -002-    | - 99 588,90 |
| Affectation de l'excédent reporté -001- | 0,00        |

- Agrégation des budgets Principal et REOM

|                                                               |                |
|---------------------------------------------------------------|----------------|
| Affectation en réserves pour financer l'investissement -1068- | 9 976 744,71   |
| Affectation de l'excédent reporté -002-                       | 1 703 896,90   |
| Affectation du déficit reporté - 001-                         | - 6 395 203,71 |

Article 2 : **AU BUDGET ANNEXE SAISON CULTURELLE**

|                              |            |
|------------------------------|------------|
| Résultat de l'exercice :     | 128 616,80 |
| Résultat antérieur :         | 0,00       |
| Résultat cumulé à affecter : | 128 616,80 |

|                                         |            |
|-----------------------------------------|------------|
| Besoin de financement en investissement | 227 866,47 |
|-----------------------------------------|------------|

Le résultat d'exploitation est affecté comme suit :

|                                                               |              |
|---------------------------------------------------------------|--------------|
| Affectation en réserves pour financer l'investissement -1068- | 128 616,80   |
| Affectation de l'excédent reporté -002-                       | 0,00         |
| Affectation du déficit reporté -001-                          | - 227 866,47 |

#### Article 3 : AU BUDGET ANNEXE TRANSPORT

|                              |              |
|------------------------------|--------------|
| Résultat de l'exercice :     | - 57 216,01  |
| Résultat antérieur :         | 1 517 581,99 |
| Résultat cumulé à affecter : | 1 460 365,98 |

|                                         |      |
|-----------------------------------------|------|
| Besoin de financement en investissement | 0,00 |
|-----------------------------------------|------|

Le résultat d'exploitation est affecté comme suit :

|                                                               |              |
|---------------------------------------------------------------|--------------|
| Affectation en réserves pour financer l'investissement -1068- | 0,00         |
| Affectation de l'excédent reporté -002-                       | 1 460 365,98 |
| Affectation de l'excédent reporté -001-                       | 292 378,44   |

#### Article 4 : AU BUDGET ANNEXE PEPINIERES

|                              |      |
|------------------------------|------|
| Résultat de l'exercice :     | 0,00 |
| Résultat antérieur :         | 0,00 |
| Résultat cumulé à affecter : | 0,00 |

|                                         |      |
|-----------------------------------------|------|
| Besoin de financement en investissement | 0,00 |
|-----------------------------------------|------|

Le résultat d'exploitation est affecté comme suit :

|                                                               |            |
|---------------------------------------------------------------|------------|
| Affectation en réserves pour financer l'investissement -1068- | 0,00       |
| Affectation de l'excédent reporté -002-                       | 0,00       |
| Affectation de l'excédent reporté -001-                       | 376 927,22 |

#### Article 5 : AU BUDGET ANNEXE COLLECTE ET VALORISATION DES DECHETS

|                              |              |
|------------------------------|--------------|
| Résultat de l'exercice :     | 1 861 356,05 |
| Résultat antérieur :         | 934 247,79   |
| Résultat cumulé à affecter : | 2 795 603,84 |

|                                         |            |
|-----------------------------------------|------------|
| Besoin de financement en investissement | 481 558,14 |
|-----------------------------------------|------------|

Le résultat d'exploitation est affecté comme suit :

|                                                               |              |
|---------------------------------------------------------------|--------------|
| Affectation en réserves pour financer l'investissement -1068- | 481 558,14   |
| Affectation de l'excédent reporté -002-                       | 2 314 045,70 |
| Affectation de l'excédent reporté -001-                       | 2 698 138,67 |

Article 7 : AU BUDGET ANNEXE ZONES D'ACTIVITES

|                              |                   |
|------------------------------|-------------------|
| Résultat de l'exercice :     | - 1 266<br>248,24 |
| Résultat antérieur :         | 449 976,57        |
| Résultat cumulé à affecter : | - 816 271,67      |

|                                         |      |
|-----------------------------------------|------|
| Besoin de financement en investissement | 0,00 |
|-----------------------------------------|------|

Le résultat d'exploitation est affecté comme suit :

|                                                               |              |
|---------------------------------------------------------------|--------------|
| Affectation en réserves pour financer l'investissement -1068- | 0,00         |
| Affectation du déficit reporté -002-                          | - 816 271,67 |
| Affectation de l'excédent reporté -001-                       | 2 316 546,39 |

Article 8 : AU BUDGET ANNEXE MILIEUX AQUATIQUES

|                              |              |
|------------------------------|--------------|
| Résultat de l'exercice :     | 480 141,94   |
| Résultat antérieur :         | - 114 916,38 |
| Résultat cumulé à affecter : | 365 225,56   |

|                                         |            |
|-----------------------------------------|------------|
| Besoin de financement en investissement | 119 087,81 |
|-----------------------------------------|------------|

Le résultat d'exploitation est affecté comme suit :

|                                                               |             |
|---------------------------------------------------------------|-------------|
| Affectation en réserves pour financer l'investissement -1068- | 119 087,81  |
| Affectation de l'excédent reporté -002-                       | 246 137,75  |
| Affectation du déficit reporté -001-                          | - 58 611,81 |

Article 9 : AU BUDGET ANNEXE EAU POTABLE

|                              |              |
|------------------------------|--------------|
| Résultat de l'exercice :     | 1 702 182,88 |
| Résultat antérieur :         | 648 465,01   |
| Résultat cumulé à affecter : | 2 350 647,89 |

|                                         |              |
|-----------------------------------------|--------------|
| Besoin de financement en investissement | 2 513 146,28 |
|-----------------------------------------|--------------|

Le résultat d'exploitation est affecté comme suit :

|                                                               |              |
|---------------------------------------------------------------|--------------|
| Affectation en réserves pour financer l'investissement -1068- | 2 079 147,89 |
|---------------------------------------------------------------|--------------|

|                                         |                |
|-----------------------------------------|----------------|
| Affectation de l'excédent reporté -002- | 271 500,00     |
| Affectation du déficit reporté -001-    | - 1 594 109,96 |

Article 10 : AU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

|                              |              |
|------------------------------|--------------|
| Résultat de l'exercice :     | 1 368 107,31 |
| Résultat antérieur :         | 731 422,46   |
| Résultat cumulé à affecter : | 2 099 529,77 |

|                                         |              |
|-----------------------------------------|--------------|
| Besoin de financement en investissement | 4 816 326,22 |
|-----------------------------------------|--------------|

Le résultat d'exploitation est affecté comme suit :

|                                                               |               |
|---------------------------------------------------------------|---------------|
| Affectation en réserves pour financer l'investissement -1068- | 1 669 529,77  |
| Affectation de l'excédent reporté -002-                       | 430 000,00    |
| Affectation du déficit reporté -001-                          | -1 980 804,47 |

Le Président de Dinan Agglomération est chargé de l'exécution de la présente délibération.

**Délibération adoptée à l'unanimité**

*(N'ont pas pris part au vote : 1)*

|                            |                                                       |
|----------------------------|-------------------------------------------------------|
| Délibération : CA-2026-097 | <u>Objet</u> : Adoption du Budget Supplémentaire 2026 |
|----------------------------|-------------------------------------------------------|

Le Budget Primitif 2026 ayant été voté le 15 décembre 2025, sans reprise anticipée des résultats de l'exercice 2025, il convient de procéder à l'adoption d'un Budget Supplémentaire pour l'exercice 2026.

Le Budget Supplémentaire est une décision modificative qui permet la reprise des résultats de l'exercice budgétaire précédent lorsque le Budget Primitif a été voté sans reprise des résultats.

Le Budget supplémentaire est la première délibération budgétaire adoptée après le vote du Compte Financier Unique, qui intervient au plus tard le 30 juin. Il intègre les résultats de l'exercice précédent. A ce titre, il présente la même structure que le Budget Primitif. Il doit être conforme à la délibération d'affectation des résultats antérieurs et comporte les restes à réaliser en dépenses et en recettes. Le vote du Budget Supplémentaire permet également d'ajuster les dépenses et/ou les recettes qui seraient intervenues depuis le vote du Budget Primitif.

L'intégration des résultats 2025 et des restes-à-réaliser a pour impact d'augmenter l'emprunt d'équilibre de 7 200 000 € sur l'ensemble des budgets de Dinan Agglomération dont 3 500 000 € sur le budget principal ce qui porte l'emprunt d'équilibre du budget principal à 16 700 000 € pour 2026.

Sont également prévus au **budget principal** dans le cadre de ce budget supplémentaire :

- Un reversement aux communes du produit de la Taxe sur l'Exploitation d'Infrastructures de Transport de Longue Distance (TEITLD) de 53 000 € en dépenses de fonctionnement,

- Une hausse des dépenses de fonctionnement pour le paiement des intérêts d'emprunt et de la ligne de trésorerie de 425 000 €,
- Une diminution des produits de fiscalité et des dotations de l'Etat de 910 000 €,
- Le transfert de la dotation Petite Enfance pour un gain de 360 000 € par ajustement des attributions de compensation (en dépenses et en recettes de fonctionnement),
- Une augmentation des crédits de paiement prévus initialement en 2025 pour la création de La Piscine en dépense d'investissement de 1 500 000 €,
- Une subvention d'investissement de 500 000 € du Département pour la construction de La Piscine,
- Une augmentation des dépenses d'investissement liées à la politique de l'Habitat à hauteur de 2 700 000 € dont 2 200 000 € sont neutralisées par des recettes de l'Etat et de l'ANAH,
- Une subvention d'investissement de 160 000 € de l'Etat pour la réunification des crèches de Dinan,
- Une diminution de recettes d'investissement liée au changement de calendrier de perception du Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) (décalage d'un an) de 940 000 €.

**Le budget « Eau » intègre :**

- Une hausse des dépenses de fonctionnement pour le paiement des intérêts d'emprunt de 76 000 €,
- En dépenses d'investissement, des hausses pour les travaux de réseaux d'eau (emprise Réseau de Chaleur Urbain – RCU) de 300 000 €, un complément à la réhabilitation de la Rue du Petit Fort (Dinan) de 458 000 € et, un remboursement du capital des emprunts de 65 000 €,
- Recettes d'investissement, une participation aux travaux de la Rue du Petit Fort (Enedis, GRDF et SDE) de 306 000 €.

**Le budget « Assainissement » intègre :**

- Une hausse des dépenses de fonctionnement pour le paiement des intérêts d'emprunt de 80 000 €,
- En dépenses d'investissement, des hausses pour le report 2025 des travaux d'amélioration de Station d'épuration (Saint-Pôtan) de 400 000 €, un complément à la réhabilitation de la Rue du Petit Fort (Dinan) de 374 000 €, et le remboursement du capital des emprunts de 90 000 €

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2121-14, L2121-29, L2121-31, L2311-5 et L5211-1,

**Vu** les instructions budgétaires et comptables M14, M4, applicables aux services publics locaux à caractères industriel ou commercial et ses instructions complémentaires, M43 « Transport de voyageurs » et M49 « eau et assainissement »,

**Vu** les arrêtés préfectoraux des 25 novembre 2016 et 27 janvier 2025 portant création et modification des statuts de la Communauté d'Agglomération de Dinan Agglomération,

**Vu** la délibération n°CA-2025-190 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 15 décembre 2025 approuvant le Budget Primitif 2026,

Ainsi, considérant l'ensemble de ces éléments,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide de :

- Adopter le budget supplémentaire 2026 conformément aux annexes jointes.

Délibération adoptée à l'unanimité

(N'ont pas pris part au vote : 1)

|                            |                                                                                                                      |
|----------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Délibération : CA-2026-098 | Objet : Gestion pluriannuelle des grands investissements – Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (AP/CP) |
|----------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Rapporteur : Monsieur Didier LECHIEN

Dinan Agglomération améliore la gestion de ses grands projets d'investissement en utilisant un système de planification budgétaire sur plusieurs années.

Ce système, appelé Autorisations de Programme (AP) et Crédits de Paiement (CP), permet à la collectivité de lisser ses dépenses dans le temps, sans avoir à prévoir la totalité du coût d'un projet dans une seule année.

L'Autorisation de Programme (AP) est l'enveloppe maximale que l'on peut engager pour un investissement (le coût total prévu du projet), et elle reste valide jusqu'à la fin de celui-ci.

Le Crédit de Paiement (CP) est le montant qui sera effectivement payé au cours d'une année budgétaire donnée pour ce projet.

De fait, l'AP donne l'accord pour lancer le projet et en fixe le coût total, et les CP permettent de payer les factures au fur et à mesure que les travaux avancent, année après année.

Depuis 2021, le Conseil Communautaire a approuvé 13 de ces grands investissements pluriannuels (AP/CP) dont certains ajustements sont proposés.

Les montants des autorisations de programmes (AP) sont inchangés.

Il est proposé de modifier les crédits de paiements (CP) de l'exercice 2026 pour les dépenses d'investissement suivantes :

- « La Piscine » : + 1 500 000 € qui sont des crédits de paiement 2025 transférés en 2026, liés à des décalages de l'opération (travaux de décembre 2025),
- « Programme Local de l'Habitat » : + 464 000 € correspondant aux besoins de paiement des bailleurs pour la construction et la réhabilitation de logements sociaux,
- « Aides à la pierre de rang 3 (ANAH) » : + 1 935 000 € en dépense et en recette afin de solder les dossiers 2024 et 2025, et d'engager des dossiers supplémentaires en 2026 de rénovation énergétique des logements de particuliers,
- « Site Patrimonial Remarquable » : + 25 000 € correspondant à une accélération du calendrier de l'opération,
- « Plan Local d'Urbanisme Intercommunal \_ révision générale » : - 45 000 € en raison de facturations de prestation qui sont prévues au-delà de l'exercice 2026.

Le calendrier de paiement est donc modifié en conséquence pour l'année 2026 et au-delà.

Ces actualisations et leur état d'avancement au 1<sup>er</sup> juin 2026 sont détaillés ci-dessous :

| Autorisation de Programme                                 |               | Crédits de paiement |               |                          |
|-----------------------------------------------------------|---------------|---------------------|---------------|--------------------------|
| libellés AP/CP                                            | Montant AP    | Payés 2021-2025     | exercice 2026 | exercice au-delà de 2026 |
| PLH 2020-2026                                             | 5 799 000,00  | 2 616 099,12        | 1 874 050,00  | 1 308 850,88             |
| La Piscine                                                | 27 500 000,00 | 21 226 920,79       | 5 500 000,00  | 773 079,21               |
| Fonds de concours                                         | 6 450 000,00  | 2 808 505,97        | 1 000 000,00  | 2 641 494,03             |
| SPR                                                       | 620 000,00    | 231 536,45          | 280 000,00    | 108 463,55               |
| PLUi-H (révision générale)                                | 1 000 000,00  | 439 423,63          | 555 000,00    | 5 576,37                 |
| Résidence Habitat Jeune                                   | 2 000 000,00  | 524 100,00          | 1 222 900,00  | -                        |
| Barrage anti-marée Plancoët                               | 1 800 000,00  | -                   | 180 000,00    | 1 620 000,00             |
| Aide à la pierre Rang 3 - Dépenses                        | 12 903 209,00 | 3 792 883,00        | 4 735 000,00  | 4 375 326,00             |
| Aide à la pierre Rang 3 - Recettes                        | 12 903 209,00 | 4 657 161,00        | 4 735 000,00  | 3 511 048,00             |
| Terrain synthétique de rugby La Nourais                   | 1 370 000,00  | 15 456,33           | 1 350 000,00  | 4 543,67                 |
| Réunification des deux crèches de Dinan                   | 2 780 000,00  | 96 087,92           | 800 000,00    | 1 883 912,08             |
| Construction station d'épuration Saint-Carné et Calorguen | 3 400 000,00  | 50 890,16           | 500 000,00    | 2 849 109,84             |
| Construction station d'épuration Plouasne et Saint-Pern   | 3 000 000,00  | 6 119,34            | 500 000,00    | 2 493 880,66             |

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les arrêtés préfectoraux des 25 novembre 2016 et 27 janvier 2025 portant création et modification des statuts de la Communauté d'Agglomération de Dinan Agglomération,

Ainsi et considérant l'ensemble de ces éléments,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide de :

- **Approuver** les actualisations les crédits de paiement des autorisations de programme existantes telles que détaillées précédemment,
- **Autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant, à engager les dépenses des opérations précitées, à hauteur de l'autorisation de programme et à mandater les dépenses afférentes,
- **Préciser** que les crédits de paiement de 2026 sont inscrits au budget 2026 sur les opérations concernées.

Délibération adoptée à l'unanimité

## CONTRACTUALISATION

|                            |                                                                                                              |
|----------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Délibération : CA-2026-099 | <u>Objet</u> : Dispositif « Projet de transition territoriale » – Département des Côtes d'Armor – Année 2026 |
|----------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Rapporteur : Monsieur Jérémy DAUPHIN

Le Département des Côtes d'Armor s'est engagé dans une nouvelle contractualisation territoriale pour la période 2022-2027, de façon systématique avec les communes et ponctuellement en fonction des projets avec les intercommunalités.

Par ce contrat départemental, le Département des Côtes d'Armor fait le choix de soutenir les investissements en maîtrise d'ouvrage publique intervenant en faveur des transitions écologique et environnementale.

A ce titre, le Département des Côtes d'Armor participe à hauteur de 500 000 € au financement de La Piscine, espace aquatique de Dinan Agglomération, au regard des caractéristiques ambitieuses de cet équipement en matière de maîtrise des consommations d'eau (filtration, récupération des eaux) et de décarbonation (raccordement au Réseau de Chaleur Urbain, raccordement à une boucle d'auto consommation électrique).

En contrepartie de cette participation financière du Département, les territoires concernés prennent un certain nombre d'engagements.

Dinan Agglomération s'engage ainsi :

Procès-Verbal – Conseil Communautaire du 22 juin 2026

- En matière d'action sociale, à participer au dispositif Protège-Toit en matière de lutte des violences faites aux femmes, au financement du Fonds Solidarité Logement (voté au Conseil communautaire de mai 2026), au co-financement d'une assistante sociale en gendarmerie, à la conférence sociale initiée par la Maison du Département de Dinan.
- En matière de soutien à l'entretien des voiries départementales, à vendre dans la zone d'activités du Chalet à Broons un terrain permettant au Département de construire un nouveau centre routier, celui qui est situé sur la commune n'étant plus adapté.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les arrêtés préfectoraux en date des 25 novembre 2016 et 27 janvier 2025 portant création et modification des statuts de la Communauté d'Agglomération de Dinan Agglomération,

Vu la délibération de l'Assemblée départementale n°1.7 en date du 24 janvier 2022 actant le cadre et principes des contrats départementaux de territoire 2022-2027,

Vu la délibération n°CA-2020-001 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 27 janvier 2020 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant Plan Local de l'Habitat,

Vu la délibération n°CA-2025-190 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 15 décembre 2025 approuvant le budget primitif 2026,

Ainsi, considérant l'ensemble de ces éléments,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, de :**

- **Approuver** les modalités et contenu du contrat départemental de territoire 2026 en annexe.
- **Prendre acte** que Monsieur le Président, ou son représentant, sollicitera un soutien financier de 500 000 € au titre de ce contrat pour l'opération « La Piscine, espace aquatique de Dinan Agglomération ».
- **Autoriser** Monsieur le Président à signer tous les actes afférents à ce dossier à intervenir ultérieurement.

**Délibération adoptée à l'unanimité**

*(Abstention : 1)*

|                            |                                                                   |
|----------------------------|-------------------------------------------------------------------|
| Délibération : CA-2026-100 | <b>Objet :</b> Fonds de concours – Commune de Langrolay-sur-Rance |
|----------------------------|-------------------------------------------------------------------|

**Rapporteur :** Monsieur Jérémy DAUPHIN

Afin d'accompagner le développement de ses communes, Dinan Agglomération a choisi de participer au financement de leurs investissements. Ainsi, il a été décidé d'allouer aux communes membres une enveloppe de fonds de concours de 6 450 000 € pour la période 2022-2026.

Sont éligibles tous projets d'investissement ayant débuté sur le mandat 2020-2026 et n'ayant pas d'impact négatif sur l'environnement et n'allant pas à l'encontre des politiques publiques de l'agglomération.

Dans le cadre de travaux en matière d'eaux pluviales, la Commune de Langrolay-sur-Rance a, dès 2025, déposé une demande pour un projet initial d'un coût de 61 975 €. Le montant de ces travaux a évolué pour atteindre 70 893,90 €.

Le 17 novembre 2025, Dinan Agglomération a attribué un fonds de concours d'un montant de 30 987,50 €.

La Commune a donc déposé une nouvelle demande afin d'obtenir un montant supplémentaire comme suit :

| Intitulé du projet                                                                                                           | Coût total                                     | Fonds de concours                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|--------------------------------------------------|
| Travaux eaux pluviales -secteur bourg et route de Dinard<br><i>(Modification de la demande initiale votée le 17/11/2025)</i> | 70 893,90 €<br>Soit + 8 918,90 €<br>(61 975 €) | 35 446,95 €<br>Soit + 4 459,45€<br>(30 987,50 €) |

**Discussion :**

Monsieur RAMARD souhaite savoir si les représentants des communes attributaires des fonds de concours peuvent prendre part au vote.

Monsieur le Président indique que oui, il n'existe pas de conflit d'intérêt.

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** les arrêtés préfectoraux des 25 novembre 2016 et 27 janvier 2025 portant création et modification des statuts de la Communauté d'Agglomération de Dinan Agglomération,

**Vu** la délibération n°CA-2021-128 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 20 décembre 2021 approuvant le Pacte fiscal et financier solidaire,

**Vu** la délibération n° CA-2023-091 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 17 juillet 2023 approuvant l'intégration de la commune de Beaussais-sur-mer au Pacte fiscal, financier et de Solidarités,

**Vu** le règlement de fonds de concours 2022-2026 de Dinan Agglomération du 20 décembre 2021,

**Considérant** que le montant du fonds de concours demandé n'excède pas la part du financement assuré, hors subvention, par le bénéficiaire du fonds de concours,

Ainsi, considérant l'ensemble de ces éléments,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide de :**

- **Attribuer** le montant de fonds de concours supplémentaire à la Commune de Langrolay-sur-Rance pour le dossier modifié présenté, conformément au tableau ci-dessus, pour un montant total de 4 459,45 €,
- **Autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération.

**Délibération adoptée à l'unanimité**

*(Abstentions : 2)*

|                            |                                                      |
|----------------------------|------------------------------------------------------|
| Délibération : CA-2026-101 | <u>Objet</u> : Fonds de concours – Commune de Broons |
|----------------------------|------------------------------------------------------|

**Rapporteur** : Monsieur Jérémy DAUPHIN

Afin d'accompagner le développement de ses communes, Dinan Agglomération a choisi de participer au financement de leurs investissements. Ainsi, il a été décidé d'allouer aux communes membres une enveloppe de fonds de concours de 6 450 000 € pour la période 2022-2026.

Sont éligibles tous projets d'investissement ayant débuté sur le mandat 2020-2026 et n'ayant pas d'impact négatif sur l'environnement et n'allant pas à l'encontre des politiques publiques de l'agglomération.

La commune de Broons a ainsi fait la demande suivante :

| NOUVELLE DEMANDE DE LA COMMUNE : |                |                   |
|----------------------------------|----------------|-------------------|
| Intitulé du projet               | Coût total     | Fonds de concours |
| Maison de santé                  | 2 089 575,65 € | 115 746 €         |

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** les arrêtés préfectoraux des 25 novembre 2016 et 27 janvier 2025 portant création et modification des statuts de la Communauté d'Agglomération de Dinan Agglomération,

**Vu** la délibération n°CA-2021-128 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 20 décembre 2021 approuvant le Pacte fiscal et financier solidaire,

**Vu** la délibération n° CA-2023-091 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 17 juillet 2023 approuvant l'intégration de la commune de Beaussais-sur-mer au Pacte fiscal, financier et de Solidarités,

**Vu** le règlement de fonds de concours 2022-2026 de Dinan Agglomération du 20 décembre 2021,

**Considérant** que le montant du fonds de concours demandé n'excède pas la part du financement assuré, hors subvention, par le bénéficiaire du fonds de concours,

Ainsi, considérant l'ensemble de ces éléments,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide de :

- **Attribuer** le montant de fonds de concours à la commune de Broons, conformément au tableau ci-dessus, pour un montant total de 115 746 €,
- **Autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité  
(Abstentions : 2)

|                            |                                                         |
|----------------------------|---------------------------------------------------------|
| Délibération : CA-2026-102 | <u>Objet</u> : Fonds de concours – Commune de Languenan |
|----------------------------|---------------------------------------------------------|

**Rapporteur** : Monsieur Jérémy DAUPHIN

Afin d'accompagner le développement de ses communes, Dinan Agglomération a choisi de participer au financement de leurs investissements. Ainsi, il a été décidé d'allouer aux communes membres une enveloppe de fonds de concours de 6 450 000 € pour la période 2022-2026.

Sont éligibles tous projets d'investissement ayant débuté sur le mandat 2020-2026 et n'ayant pas d'impact négatif sur l'environnement et n'allant pas à l'encontre des politiques publiques de l'agglomération.

La commune de Languenan a ainsi fait la demande suivante :

| NOUVELLES DEMANDES DE LA COMMUNE : |            |                   |
|------------------------------------|------------|-------------------|
| Intitulé du projet                 | Coût total | Fonds de concours |
| Travaux église                     | 70 289 €   | 16 500 €          |

|                                                                               |                                        |                                    |
|-------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|------------------------------------|
| Aménagement et équipements communaux                                          | 61 750,94 €                            | 30 875,47 €                        |
| Sous-Total                                                                    | 132 039,94 €                           | 47 375,47 €                        |
| DEMANDE DE MODIFICATIONS DE LA COMMUNE :                                      |                                        |                                    |
| Réhabilitation et extension bibliothèque municipale<br>(Annulation du projet) | 0 €<br>Soit - 235 000 €<br>(235 000 €) | 0 €<br>Soit - 30 875 €<br>- 875 €) |
| Sous-Total                                                                    | - 235 000 €                            | - 30 875 €                         |

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les arrêtés préfectoraux des 25 novembre 2016 et 27 janvier 2025 portant création et modification des statuts de la Communauté d'Agglomération de Dinan Agglomération,

Vu la délibération n°CA-2021-128 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 20 décembre 2021 approuvant le Pacte fiscal et financier solidaire,

Vu la délibération n° CA-2023-091 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 17 juillet 2023 approuvant l'intégration de la commune de Beaussais-sur-mer au Pacte fiscal, financier et de Solidarités,

Vu le règlement de fonds de concours 2022-2026 de Dinan Agglomération du 20 décembre 2021,

Vu la délibération n° CA-2025-078 en date du 26 mai portant sur l'attribution d'un fonds de concours d'un montant de 30 875 € pour une opération de Réhabilitation et extension bibliothèque municipale,

**Considérant** que le montant du fonds de concours demandé n'excède pas la part du financement assuré, hors subvention, par le bénéficiaire du fonds de concours,

**Considérant** l'abandon du projet portant sur la bibliothèque et donc du fonds de concours qui y était lié de 30 875 €,

**Considérant** les deux nouveaux projets (l'église et équipements communaux),

**Considérant** qu'un fonds de concours de 47 375,47 € peut-être attribué pour ces nouveaux projets,

Ainsi, considérant l'ensemble de ces éléments,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide de :**

- **Abroger** la délibération n°CA-2025-078 qui avait attribué un montant de fonds de concours de 30 875 € à la commune de Languenan,
- **Attribuer** le montant de fonds de concours à la commune de Languenan, conformément au tableau ci-dessus, pour un montant total de 47 375,47 €,
- **Autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération.

**Délibération adoptée à l'unanimité**

(Abstentions : 2)

|                            |                                                      |
|----------------------------|------------------------------------------------------|
| Délibération : CA-2026-103 | <u>Objet</u> : Fonds de concours – Commune de Mégrit |
|----------------------------|------------------------------------------------------|

**Rapporteur** : Monsieur Jérémy DAUPHIN

Afin d'accompagner le développement de ses communes, Dinan Agglomération a choisi de participer au financement de leurs investissements. Ainsi, il a été décidé d'allouer aux communes membres une enveloppe de fonds de concours de 6 450 000 € pour la période 2022-2026.

Sont éligibles tous projets d'investissement ayant débuté sur le mandat 2020-2026 et n'ayant pas d'impact négatif sur l'environnement et n'allant pas à l'encontre des politiques publiques de l'agglomération.

La commune de Mégrit a ainsi fait la demande :

| Intitulé du projet                                             | Coût total  | Fonds de concours |
|----------------------------------------------------------------|-------------|-------------------|
| Création de liaisons douces en milieu rural et en centre bourg | 78 274,46 € | 39 137,23 €       |

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** les arrêtés préfectoraux des 25 novembre 2016 et 27 janvier 2025 portant création et modification des statuts de la Communauté d'Agglomération de Dinan Agglomération,

**Vu** la délibération n°CA-2021-128 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 20 décembre 2021 approuvant le Pacte fiscal et financier solidaire,

**Vu** la délibération n° CA-2023-091 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 17 juillet 2023 approuvant l'intégration de la commune de Beaussais-sur-mer au Pacte fiscal, financier et de Solidarités,

**Vu** le règlement de fonds de concours 2022-2026 de Dinan Agglomération du 20 décembre 2021,

**Considérant** que le montant du fonds de concours demandé n'excède pas la part du financement assuré, hors subvention, par le bénéficiaire du fonds de concours,

Ainsi, considérant l'ensemble de ces éléments,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide de :**

- **Attribuer** le montant de fonds de concours à la commune de Mégrit, conformément au tableau ci-dessus, pour un montant total de 39 137,23 €,
- **Autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération.

**Délibération adoptée à l'unanimité**  
(Abstentions : 2)

|                            |                                                           |
|----------------------------|-----------------------------------------------------------|
| Délibération : CA-2026-104 | <u>Objet</u> : Fonds de concours – Commune de Saint-Juvat |
|----------------------------|-----------------------------------------------------------|

**Rapporteur** : Monsieur Jérémy DAUPHIN

Afin d'accompagner le développement de ses communes, Dinan Agglomération a choisi de participer au financement de leurs investissements. Ainsi, il a été décidé d'allouer aux communes membres une enveloppe de fonds de concours de 6 450 000 € pour la période 2022-2026.

Sont éligibles tous projets d'investissement ayant débuté sur le mandat 2020-2026 et n'ayant pas d'impact négatif sur l'environnement et n'allant pas à l'encontre des politiques publiques de l'agglomération.

La commune de Saint-Juvat a ainsi fait la demande suivante :

| Intitulé du projet                                                                | Coût total   | Fonds de concours |
|-----------------------------------------------------------------------------------|--------------|-------------------|
| Evolution du bâtiment scolaire / bâtiment polyvalent de la Place des Grandes Eves | 862 499,62 € | 75 000 €          |

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** les arrêtés préfectoraux des 25 novembre 2016 et 27 janvier 2025 portant création et modification des statuts de la Communauté d'Agglomération de Dinan Agglomération,

**Vu** la délibération n°CA-2021-128 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 20 décembre 2021 approuvant le Pacte fiscal et financier solidaire,

**Vu** la délibération n° CA-2023-091 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 17 juillet 2023 approuvant l'intégration de la commune de Beaussais-sur-mer au Pacte fiscal, financier et de Solidarités,

**Vu** le règlement de fonds de concours 2022-2026 de Dinan Agglomération du 20 décembre 2021,

**Considérant** que le montant du fonds de concours demandé n'excède pas la part du financement assuré, hors subvention, par le bénéficiaire du fonds de concours,

Ainsi, considérant l'ensemble de ces éléments,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide de :**

- **Attribuer** le montant de fonds de concours à la commune de Saint-Juvat, conformément au tableau ci-dessus, pour un montant total de 75 000 €,
- **Autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération.

**Délibération adoptée à l'unanimité**

*(Abstentions : 2)*

|                            |                                                        |
|----------------------------|--------------------------------------------------------|
| Délibération : CA-2026-105 | <u>Objet</u> : Fonds de concours - Commune de Tréfumel |
|----------------------------|--------------------------------------------------------|

**Rapporteur** : Monsieur Jérémy DAUPHIN

Afin d'accompagner le développement de ses communes, Dinan Agglomération a choisi de participer au financement de leurs investissements. Ainsi, il a été décidé d'allouer aux communes membres une enveloppe de fonds de concours de 6 450 000 € pour la période 2022-2026.

Sont éligibles tous projets d'investissement ayant débuté sur le mandat 2020-2026 et n'ayant pas d'impact négatif sur l'environnement et n'allant pas à l'encontre des politiques publiques de l'agglomération.

La commune de Tréfumel a ainsi fait la demande suivante :

| Intitulé du projet                     | Coût total  | Fonds de concours |
|----------------------------------------|-------------|-------------------|
| 2ème phase d'aménagement du Patrimoine | 73 785,92 € | 30 745,52 €       |

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les arrêtés préfectoraux des 25 novembre 2016 et 27 janvier 2025 portant création et modification des statuts de la Communauté d'Agglomération de Dinan Agglomération,

Vu la délibération n°CA-2021-128 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 20 décembre 2021 approuvant le Pacte fiscal et financier solidaire,

Vu la délibération n° CA-2023-091 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 17 juillet 2023 approuvant l'intégration de la commune de Beaussais-sur-mer au Pacte fiscal, financier et de Solidarités,

Vu le règlement de fonds de concours 2022-2026 de Dinan Agglomération du 20 décembre 2021,

**Considérant** que le montant du fonds de concours demandé n'excède pas la part du financement assuré, hors subvention, par le bénéficiaire du fonds de concours,

Ainsi, considérant l'ensemble de ces éléments,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide de :**

- **Attribuer** le montant de fonds de concours à la commune de Tréfumel, conformément au tableau ci-dessus, pour un montant total de 30 745,52 €,
- **Autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération.

**Délibération adoptée à l'unanimité**

*(Abstentions : 2)*

|                            |                                                                   |
|----------------------------|-------------------------------------------------------------------|
| Délibération : CA-2026-106 | <u>Objet</u> : Fonds de concours – Commune de La Chapelle-Blanche |
|----------------------------|-------------------------------------------------------------------|

**Rapporteur** : Monsieur Jérémy DAUPHIN

Afin d'accompagner le développement de ses communes, Dinan Agglomération a choisi de participer au financement de leurs investissements. Ainsi, il a été décidé d'allouer aux communes membres une enveloppe de fonds de concours de 6 450 000 € pour la période 2022-2026.

Sont éligibles tous projets d'investissement ayant débuté sur le mandat 2020-2026 et n'ayant pas d'impact négatif sur l'environnement et n'allant pas à l'encontre des politiques publiques de l'agglomération.

Dans le cadre de travaux en matière de Réfection totale de la terrasse de la salle multifonctions, la Commune de la Chapelle-Blanche a, dès 2025, déposé une demande pour un projet initial d'un coût de 21 434,58 €. Le montant de ces travaux a évolué pour atteindre 35 690,99 €.

Le 26 mai 2025, Dinan Agglomération a attribué un fonds de concours d'un montant de 10 715,29 €.

La Commune a donc déposé une nouvelle demande afin d'obtenir un montant supplémentaire comme suit :

| Intitulé du projet                                                                                                      | Coût total                                         | Fonds de concours                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Réfection totale de la terrasse de la salle multifonctions<br>(Modification de la demande initiale votée le 26/05/2025) | 35 690,99 €<br>Soit + 14 256,41 €<br>(21 434,58 €) | 17 845,49 €<br>Soit + 7 130,20 €<br>(10 715,29 €) |

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les arrêtés préfectoraux des 25 novembre 2016 et 27 janvier 2025 portant création et modification des statuts de la Communauté d'Agglomération de Dinan Agglomération,

Vu la délibération n°CA-2021-128 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 20 décembre 2021 approuvant le Pacte fiscal et financier solidaire,

Vu la délibération n° CA-2023-091 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 17 juillet 2023 approuvant l'intégration de la commune de Beausais-sur-mer au Pacte fiscal, financier et de Solidarités,

Vu le règlement de fonds de concours 2022-2026 de Dinan Agglomération du 20 décembre 2021,

**Considérant** que le montant du fonds de concours demandé n'excède pas la part du financement assuré, hors subvention, par le bénéficiaire du fonds de concours,

Ainsi, considérant l'ensemble de ces éléments,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide de :**

- **Attribuer** le montant de fonds de concours supplémentaire à la commune de La Chapelle-Blanche pour le dossier modifié présenté, conformément au tableau ci-dessus, pour un montant total de 7130,20 €,
- **Autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité

(Abstentions : 2)

---

## PETIT CYCLE DE L'EAU

---

|                            |                                                                                                                        |
|----------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Délibération : CA-2026-107 | <b>Objet :</b> Désignation du représentant de Dinan Agglomération aux assemblées générales de la SEMOP "Eaux de Dinan" |
|----------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**Rapporteur :** Monsieur Arnaud LECUYER

Par délibération n°CA-2024-117 du 28 octobre 2024, le Conseil communautaire a approuvé le principe de création d'une société d'économie mixte à opération unique (SEMOP) pour l'exploitation des services publics de l'eau potable et de l'assainissement.

Par délibération n°CA-2026-066, le Conseil communautaire a procédé à la désignation des représentants de Dinan Agglomération au sein du Conseil d'administration de la SEMOP « Eaux de Dinan ».

Conformément aux statuts de la société et aux dispositions du Code de commerce applicables aux sociétés anonymes à Conseil d'administration, les assemblées générales de la société doivent permettre aux actionnaires d'exercer leurs droits de vote sur les décisions relevant de leur compétence.

Afin de sécuriser la représentation de Dinan Agglomération en sa qualité d'actionnaire de la SEMOP « Eaux de Dinan », il apparaît nécessaire de désigner un représentant habilité à participer aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires de la société et à voter au nom de la collectivité.

Il est proposé de désigner à cet effet le Président du Conseil d'administration de la SEMOP « Eaux de Dinan ».

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de commerce,

Vu la délibération n°CA-2024-117 du 28 octobre 2024 approuvant le principe de création de la SEMOP,

Vu les statuts de la SEMOP « Eaux de Dinan »,

Vu le pacte d'actionnaires de la SEMOP « Eaux de Dinan » ; Vu la délibération n°CA-2026-066 portant désignation des représentants de Dinan Agglomération au sein du Conseil d'administration de la SEMOP « Eaux de Dinan »,

Ainsi, considérant l'ensemble de ces éléments,

**Le Conseil communautaire prend acte :**

- **De la désignation** du Président du Conseil d'administration de la SEMOP « Eaux de Dinan » afin de représenter Dinan Agglomération au sein des assemblées générales ordinaires et extraordinaires de la société,
- **De la participation et du vote** de ce représentant à participer et voter au nom de Dinan Agglomération à toute assemblée générale de la société,

|                            |                                                                                                                                                      |
|----------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Délibération : CA-2026-108 | <u>Objet</u> : Nomination d'un représentant de Dinan Agglomération aux assemblées générales des anciennes SEMOP Eau et Assainissement en liquidation |
|----------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**Rapporteur** : Monsieur Arnaud LECUYER

Par délibérations antérieures, Dinan Agglomération a participé à la constitution de 2 sociétés d'économie mixte à opération unique (SEMOP) EAUX DE DINAN – ASSAINISSEMENT et EAUX DE DINAN – EAU POTABLE, pour la période 2019-2025, pour l'exploitation des services publics de l'assainissement collectif et de l'eau potable.

Conformément aux échéances des contrats de concession, les assemblées générales extraordinaires des sociétés ont prononcé leur dissolution anticipée et leur mise en liquidation amiable à compter du 31 décembre 2025.

Les procès-verbaux des assemblées générales extraordinaires ont notamment acté :

- La dissolution des sociétés et l'ouverture de la liquidation amiable,
- La fin des mandats des administrateurs, des présidents des conseils d'administration et des directions générales,
- La nomination des liquidateurs au sein de chaque opérateur économique,
- Le maintien des sociétés pour les seuls besoins des opérations de liquidation jusqu'à leur clôture.

Les assemblées générales de dissolution ont également créé un comité de suivi des opérations de liquidation composé de représentants de Dinan Agglomération et des partenaires privés.

Toutefois, plusieurs assemblées générales devront encore intervenir afin notamment de :

- Approuver les comptes de liquidation,
- Donner quitus aux liquidateurs,

- Constaté la clôture des opérations de liquidation,
- Prononcé la radiation définitive des sociétés.

Dans ce contexte, et afin de sécuriser la représentation de Dinan Agglomération au sein des assemblées générales des SEMOP en liquidation, il apparaît nécessaire de désigner un représentant habilité à participer et voter au nom de la collectivité.

Il est proposé de désigner à cet effet Madame Laurence GALLEE Vice-présidente en charge de l'eau potable.

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le contrat de concession conclu avec la SEMOP « Eaux de Dinan Assainissement » le 09 novembre 2018,

**Vu** le contrat de concession conclu avec la SEMOP « Eaux de Dinan Eau Potable » le 25 octobre 2018,

**Vu** le pacte d'actionnaire de la SEMOP « Eaux de Dinan Assainissement »,

**Vu** le pacte d'actionnaire de la SEMOP « Eaux de Dinan Eau Potable »,

**Vu** les statuts des sociétés EAUX DE DINAN – ASSAINISSEMENT et EAUX DE DINAN – EAU POTABLE,

**Vu** les procès-verbaux des assemblées générales extraordinaires prononçant la dissolution et l'ouverture des opérations de liquidation des deux SEMOP,

**Considérant** la nécessité d'assurer la représentation de Dinan Agglomération pendant toute la durée des opérations de liquidation,

Ainsi, considérant l'ensemble de ces éléments,

**Le Conseil Communautaire prend acte :**

- **De la désignation de** Madame Laurence GALLEE, Vice-présidente en charge de l'eau potable, afin de représenter Dinan Agglomération au sein des assemblées générales des sociétés EAUX DE DINAN – ASSAINISSEMENT et EAUX DE DINAN – EAU POTABLE en cours de liquidation,
- **De la participation de** Madame Laurence GALLEE à toute assemblée générale relative aux opérations de liquidation des sociétés, et du vote l'approbation des comptes de liquidation, le quitus aux liquidateurs, la clôture des opérations de liquidation et la radiation des sociétés,

|                            |                                                                                                                      |
|----------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Délibération : CA-2026-109 | <b>Objet :</b> Modification des statuts de La Régie Assainissement collectif – Composition du conseil d'exploitation |
|----------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**Rapporteur :** Monsieur Arnaud LECUYER

Le 30 juin 2025 le Conseil communautaire de Dinan Agglomération a approuvé la création de la régie autonome d'assainissement collectif dotée de la seule autonomie financière ainsi que ses statuts et son règlement intérieur<sup>5</sup>.

La régie couvre les communes suivantes :

|                     |                 |           |
|---------------------|-----------------|-----------|
| Bourseul            | Broons          | Caulnes   |
| Corseul             | Guenroc         | Guitté    |
| Landébia            | Languédias      | Languenan |
| Mégrit              | Plélan-le-Petit | Pléven    |
| Plorec-sur-Arguenon | Pluduno         | Plumaudan |

<sup>5</sup> Par délibération n°CA-2025-102 du 30 juin 2025  
Procès-Verbal – Conseil Communautaire du 22 juin 2026

Plumaugat  
Saint-Lormel  
Saint-Pôtan  
Yvignac-la-Tour

Ruca  
Saint-Méloir-des-Bois  
Trébédan

Saint-Jouan-de-l'Isle  
Saint-Michel-de-Plélan  
Vildé-Guingalan

Le 4 mai 2026, le Conseil communautaire a procédé à la désignation des membres du conseil d'exploitation de la régie assainissement collectif du secteur Ouest<sup>6</sup>.

A la suite du renouvellement des assemblées communautaires, Dinan Agglomération souhaite faire évoluer la composition du conseil d'exploitation afin de permettre l'association d'élus municipaux des communes concernées par le périmètre de la régie, notamment d'élus disposant d'une connaissance des réseaux et équipements publics.

Cette évolution permettra de :

- Renforcer le lien de proximité avec les communes concernées,
- Assurer une meilleure continuité de participation aux travaux du conseil d'exploitation,
- Associer davantage les élus de terrain directement confrontés aux enjeux d'exploitation des ouvrages d'assainissement collectif.

Il est ainsi proposé de modifier les statuts de la régie afin de prévoir que les membres du conseil d'exploitation puissent être désignés parmi les conseillers communautaires et les conseillers municipaux des communes membres de Dinan Agglomération.

L'article 7 des statuts serait ainsi modifié comme suit :

« Le conseil d'exploitation de la régie est composé de cinq (5) membres désignés par le Conseil communautaire, sur proposition du Président de Dinan Agglomération. Les membres peuvent être désignés parmi les conseillers communautaires ainsi que parmi les conseillers municipaux des communes membres de Dinan Agglomération. »

L'article 8 des statuts est également modifié afin de supprimer la mention imposant que les membres soient exclusivement issus du conseil communautaire.

Par ailleurs, Monsieur Mickaël Chevalier ayant démissionné en date du 12 juin 2026

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2221-1 et suivants, R.2221-1 et suivants ainsi que l'article L.1412-1,

**Vu** la délibération n°CA-2025-102 du Conseil communautaire du 30 juin 2025 approuvant la création de la régie et ses statuts,

**Vu** la délibération n°CA-2026-067 du Conseil Communautaire du 27 avril 2026 relative à la désignation des membres du conseil d'exploitation,

**Considérant** la nécessité d'assurer un fonctionnement régulier et opérationnel du conseil d'exploitation,

**Considérant** la volonté de renforcer la participation des élus communaux directement impliqués dans le suivi technique et l'exploitation des équipements d'assainissement collectif,

**Considérant** que les statuts des régies peuvent fixer les catégories de personnes parmi lesquelles sont choisis ceux d'entre eux n'appartenant pas au Conseil Communautaire,

**Considérant** que les représentations de l'EPCI doivent détenir la majorité des sièges du Conseil d'exploitation,

**Considérant** l'ensemble de ces éléments,

<sup>6</sup>

Par délibération n°CA-2026-067 du 4 mai 2026

Procès-Verbal – Conseil Communautaire du 22 juin 2026

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide de :

- **Approuver** la modification des statuts de la régie assainissement collectif selon les dispositions ci-dessus,
- **Approuver** la modification corrélative du règlement intérieur du conseil d'exploitation,
- **Confirmer** le maintien des membres déjà désignés lors de la délibération CA-2026-067,
- **Désigner** Monsieur Jean-Louis Maillard, premier adjoint de la commune de Plumaugat, en remplacement de Monsieur Mickaël Chevalier, pour participer régulièrement aux travaux du conseil d'exploitation,
- **Autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document afférent à la présente délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité

(Abstention : 1)

---

## VIE DEMOCRATIQUE

---

|                            |                                                                                              |
|----------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|
| Délibération : CA-2026-110 | <u>Objet</u> : Commission Consultative des Services Publics Locaux – Désignation des membres |
|----------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|

Rapporteur : Monsieur Arnaud LECUYER

La loi<sup>7</sup> prévoit que les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants créent une commission consultative des services publics locaux (CCSPL) pour l'ensemble des services publics qu'ils confient à un tiers par convention de délégation de service public ou qu'ils exploitent en régie dotée de l'autonomie financière.

Cette commission, présidée par le président du Conseil Communautaire, ou son représentant, comprend des membres de l'assemblée délibérante, désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, et des représentants des usagers et des habitants intéressés à la vie des services publics locaux, nommés par l'organe délibérant.

Le règlement intérieur de la CCSPL adopté par le Bureau Communautaire en date du 20 avril 2026 indique que le nombre de membres siégeant à la commission est limité à 8 :

- 4 conseillers communautaires titulaires (et 4 suppléants),
- 4 représentants des usagers (et 4 suppléants).

En fonction de l'ordre du jour, la commission peut, sur proposition de son président, inviter à participer à ses travaux, avec voix consultative, toute personne dont l'audition lui paraît utile.

La majorité des membres de la commission peut demander l'inscription à l'ordre du jour de toute proposition relative à l'amélioration des services publics locaux.

La commission examine chaque année :

---

<sup>7</sup> Article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales  
Procès-Verbal – Conseil Communautaire du 22 juin 2026

1° Le rapport établi par le délégataire de service public,

2° Les rapports sur le prix et la qualité du service public d'eau potable, sur les services d'assainissement,

3° Un bilan d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière,

4° Le rapport mentionné à l'article établi par le titulaire d'un marché de partenariat,

Elle est consultée pour avis par l'assemblée délibérante ou par l'organe délibérant sur :

1° Tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant se prononce

2° Tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, avant la décision portant création de la régie ;

3° Tout projet de partenariat avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant ne se prononce

4° Tout projet de participation du service de l'eau ou de l'assainissement à un programme de recherche et de développement, avant la décision d'y engager le service.

Il est par ailleurs précisé que Monsieur le Président dispose d'une délégation<sup>8</sup> afin de saisir pour avis la commission des objets précités.

Vu l'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les arrêtés préfectoraux en date des 25 novembre 2016 et 27 janvier 2025 portant création et modification des statuts de la Communauté d'Agglomération de Dinan Agglomération,

Vu le règlement de la commission consultative des services publics locaux,

Vu les candidatures réceptionnées,

**Considérant** la nécessité de créer une commission consultative des services publics locaux,

**Considérant** les avis d'appels à candidature réalisés,

Ainsi, considérant l'ensemble de ces éléments,

**Le Conseil Communautaire prend acte :**

- De la constitution d'une commission de délégation de service public,
- De **procéder** à la désignation des membres élus :

Membres titulaires :

- o Mme Clémence ESSEVAZ-ROULET
- o M. Philippe LANDURE
- o M. René DEGRENNE
- o Mme Laurence GALLEE

Membres suppléants :

- o M. Didier SAILLARD
- o M. Christophe OLLIVIER
- o Mme Anne-Sophie GUILLEMOT
- o M. Laurent VANDAMME

- **Procéder à la nomination des usagers :**

Membres titulaires :

Membres suppléants :

<sup>8</sup>

Délibération n°CA-2026-051 en date du 09 avril 2026  
Procès-Verbal – Conseil Communautaire du 22 juin 2026

- o Mme Thérèse LECOQ
- o Mme Marie-Pierre NANTEL
- o M. Benoît MAUBE
- o M. Paul LEMAITRE

- o M. Henry LABAT

---

## MOBILITES

---

Délibération : CA-2026-111

Objet : Plan Vélo Communautaire – Mobilités douces – Attribution de subvention – Commune de Matignon

**Rapporteuse** : Madame Anne-Sophie GUILLEMOT

Dans le cadre de son Plan Vélo Communautaire, Dinan Agglomération a décidé de soutenir financièrement les communes concernées par une liaison structurante et/ou secondaire<sup>9</sup>.

Pour rappel, sont éligibles à ce dispositif « *les études et les travaux des liaisons structurantes et/ou secondaires inscrites au Plan Vélo Communautaire, respectant les préconisations nationales du Centre d'Etudes et d'Expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement (CEREMA) concernant les aménagements cyclables au regard des niveaux de trafics et de vitesses exercés par les automobilistes.* »

- Seule la partie cyclable des aménagements est éligible au dispositif (notamment dans le cas où le projet d'aménagement s'inscrit dans un programme global de réaménagement d'un centre-bourg),
- Le réaménagement d'un itinéraire cyclable ou non cyclable (par exemple, revêtement d'un chemin rural interdit aux véhicules motorisés pour la circulation des vélos) est éligible à ce soutien financier,
- Les coûts d'entretien de l'aménagement et les acquisitions foncières éventuelles ne sont pas subventionnables,
- Sont également éligibles « les communes souhaitant développer une liaison reliant une centralité vers un pôle de mobilité » et « les communes souhaitant sécuriser et assurer les continuités des voies vertes d'intérêt communautaire.

Dans le cadre « du réaménagement d'un itinéraire cyclable », les communes de Matignon et de Saint-Cast-le-Guildo sollicitent une subvention pour la requalification du Chemin des Ecureuils, de manière conforme aux préconisations de Dinan Agglomération et du CEREMA, garantissant ainsi un aménagement efficace, confortable, continu et sécurisé pour les cyclistes ainsi que pour l'ensemble des mobilités actives.

Ce présent projet s'inscrit dans le cadre d'un partenariat entre les communes de Matignon et de Saint-Cast-Le-Guildo. Il porte sur la réhabilitation du revêtement d'un

---

<sup>9</sup> Par délibérations du Conseil Communautaire n° CA-2022-059 du 27 juin 2022 et n° CA\_2024-049 du 29 Avril 2024

chemin rural d'une longueur totale de 2,8 kilomètres, reliant la rue des Burons (Saint-Cast-Le-Guildo) au rond-point du 19 mars 1962 (Matignon).

Cet aménagement vise à assurer une liaison douce et sécurisée entre le centre-bourg de Matignon, le centre-ville et les plages de Saint-Cast-Le-Guildo.

Cet itinéraire, actuellement identifié comme « existant » au Plan Vélo Communautaire, présente aujourd'hui un revêtement en enduit gravillonné dégradé, peu adapté aux mobilités cyclables, une largeur comprise entre 2 et 3 mètres selon la localisation. Le chemin sera ainsi élargi à 3 mètres lorsque cela est possible et le revêtement sera modifié. Un enrobé permettra d'assurer le confort et la sécurité des cyclistes.

Le projet se structure en cinq séquences distinctes, adaptées aux usages et aux contraintes topographiques du terrain :

- Séquence 1 - Saint-Cast-Le-Guildo - de la rue des Burons jusqu'au site de l'Accrobranche : Aménagement d'une voie partagée sur une distance de 750 mètres. Le revêtement prévu est un enduit gravillonné, pour un coût estimé à 5 216,80 € HT. Cet aménagement est exclu du soutien financier. En effet, la structure de la chaussée (enduit gravillonné) est jugée peu propice aux mobilités cyclables et la voie reste partagée avec les véhicules automobiles. Or, selon le règlement des fonds de concours aux communes, seules les parties exclusivement cyclables sont éligibles,
- Séquence 2 - Saint-Cast-Le Guildo) - de l'Accrobranche à la limite administrative communale : Création d'une voie verte sur une distance de 500 mètres. Le revêtement prévu est en béton bitumineux, pour un coût estimé à 44 500,00 € H.T,
- Séquence 3 - Matignon - de la limite administrative jusqu'à la route de la Ville Corbin : Aménagement d'une voie verte (ouverte aux seuls riverains) sur une distance de 330 mètres. Le revêtement prévu est en béton bitumineux (enrobé),
- Séquence 4 - Matignon - de la route de la Ville Corbin jusqu'à la rue de la Vallée des Lys : Aménagement d'une voie verte sur une distance de 760 mètres. Le revêtement prévu est en béton bitumineux (enrobé),
- Séquence 5 - Matignon - de la rue de la Vallée des Lys jusqu'au rond-point du 19 mars 1962 : Intégration d'une zone de rencontre sur une distance de 300 mètres. Le revêtement actuel étant de qualité satisfaisante, il ne nécessite pas de travaux de reprise.

En termes de signalétique, le projet devra inclure l'intégration de panneaux directionnels permettant d'assurer la connaissance et l'usage de cet itinéraire par les cyclistes, piétons et autres mobilités actives.

Cet aménagement répond à des enjeux majeurs de sécurité, de mobilité durable et d'attractivité du territoire :

- Sécurisation des usagers vulnérables : en offrant une alternative concrète et protégée à la route départementale RD 13 (axe à fort trafic limité à 80 km/h), le projet garantit la sécurité des cyclistes et des piétons se déplaçant entre Matignon, Saint-Cast-Le-Guildo et le littoral,

- Conformité technique et environnementale : l'ensemble des aménagements programmés respecte les prescriptions techniques et environnementales préconisées par le CEREMA,
- Maillage territorial et intermodalité : cette réalisation permet de connecter le réseau local à la Vélomaritime (EuroVelo 4). Elle prolonge également de manière cohérente l'axe structurant récemment réalisé par Dinan Agglomération entre Matignon et Notre Dame du Guildo, parachevant ainsi la desserte en mobilités douces du secteur. Enfin, cette liaison est suffisamment sécurisée pour permettre aux collégiens de Saint-Cast-Le-Guildo de rejoindre leur établissement à vélo, en toute autonomie.

Le financement prévisionnel s'établit comme suit :

| Dépenses                                 | Montants HT  | Recettes                                                    | Montants HT  |
|------------------------------------------|--------------|-------------------------------------------------------------|--------------|
| Investissement de Matignon               | 75 000 €     | Financement Plan Vélo Communautaire de Matignon             | 37 500 €     |
| Investissement de Saint-Cast Le Guildo : |              | Autofinancement de Matignon                                 | 37 500 €     |
| Séquence 1                               | 5 216,80 €   | Financement Plan Vélo Communautaire de Saint-Cast-Le-Guildo | 22 250 €     |
| Séquence 2                               | 44 500 €     | Autofinancement de Saint-Cast-Le-Guildo                     | 27 466,80 €  |
| TOTAL (HT)                               | 124 716,80 € | TOTAL (HT)                                                  | 124 716,80 € |

La réalisation des flux devrait s'établir en septembre 2026.

Le coût du projet pour la commune de Matignon s'élève à 75 000 € HT. La commune sollicite donc le soutien financier de Dinan Agglomération au titre du Plan Vélo Communautaire, à hauteur de 37 500 €, conformément au tableau de financement présenté ci-dessus.

Le coût du projet pour la commune de Saint-Cast-Le-Guildo s'élève à 49 716,80 € HT pour les séquences 1 et 2. Cependant, seule la séquence 2 répond aux critères d'éligibilité du dispositif de soutien financier aux communes. Le tableau de financement présenté ci-dessus est adapté en conséquence : il intègre une subvention communautaire à hauteur de 22 250 €, soit 50 % du montant HT des travaux de la seule séquence 2.

Le versement de cette aide est conditionné à l'implantation, par la commune, d'une signalétique directionnelle claire à l'attention des cyclistes, définie en concertation avec les services de Dinan Agglomération.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code des transports,

Vu les arrêtés préfectoraux en date des 25 novembre 2016 et 27 janvier 2025 portant création et modification des statuts de la Communauté d'agglomération de Dinan Agglomération,

Vu la délibération n° CA-2021-140 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du CO décembre 2021 relative aux modalités du financement des aménagements et services dans le cadre du Plan Vélo de Dinan Agglomération,

Vu la délibération n° CA-2022-O59 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 27 juin 2022 relative aux modalités d'octroi d'un soutien

financier pour les liaisons secondaires dans le cadre du Plan Vélo de Dinan Agglomération,

Vu la délibération n° CA 2024–O49 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 29 avril 2024 relative aux modifications des modalités d'octroi d'un soutien financier pour les liaisons secondaires dans le cadre du Plan Vélo de Dinan Agglomération,

Vu la délibération de Dinan Agglomération n° CA-2026-044, en date du 9 avril 2026, portant élection de Monsieur Arnaud LECUYER, Président de Dinan Agglomération,

Ainsi, considérant l'ensemble de ces éléments,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide de :**

- **Attribuer** un soutien financier de 37 500 € à la commune de Matignon au titre du Plan Vélo Communautaire,
- **Autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération.

**Délibération adoptée à l'unanimité**

(Abstentions : 7)

|                            |                                                                                                                         |
|----------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Délibération : CA-2026-112 | <b>Objet : Plan Vélo Communautaire – Mobilités douces – Attribution de subvention – Commune de Saint-Cast-Le-Guildo</b> |
|----------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**Rapporteuse** : Madame Anne-Sophie GUILLEMOT

Dans le cadre de son Plan Vélo Communautaire, Dinan Agglomération a décidé de soutenir financièrement les communes concernées par une liaison structurante et/ou secondaire<sup>10</sup>.

Pour rappel, sont éligibles à ce dispositif « *les études et les travaux des liaisons structurantes et/ou secondaires inscrites au Plan Vélo Communautaire, respectant les préconisations nationales du Centre d'Etudes et d'Expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement (CEREMA) concernant les aménagements cyclables au regard des niveaux de trafics et de vitesses exercés par les automobilistes.* »

- Seule la partie cyclable des aménagements est éligible au dispositif (notamment dans le cas où le projet d'aménagement s'inscrit dans un programme global de réaménagement d'un centre-bourg),
- Le réaménagement d'un itinéraire cyclable ou non cyclable (par exemple, revêtement d'un chemin rural interdit aux véhicules motorisés pour la circulation des vélos) est éligible à ce soutien financier,
- Les coûts d'entretien de l'aménagement et les acquisitions foncières éventuelles ne sont pas subventionnables,
- Sont également éligibles « les communes souhaitant développer une liaison reliant une centralité vers un pôle de mobilité » et « les communes souhaitant sécuriser et assurer les continuités des voies vertes d'intérêt communautaire.

---

<sup>10</sup> Par délibérations du Conseil Communautaire n° CA-2022-059 du 27 juin 2022 et n° CA\_2024-049 du 29 Avril 2024

Dans le cadre « du réaménagement d'un itinéraire cyclable », les communes de Matignon et de Saint-Cast-le-Guildo sollicitent une subvention pour la requalification du Chemin des Ecureuils, de manière conforme aux préconisations de Dinan Agglomération et du CEREMA, garantissant ainsi un aménagement efficace, confortable, continu et sécurisé pour les cyclistes ainsi que pour l'ensemble des mobilités actives.

Ce présent projet s'inscrit dans le cadre d'un partenariat entre les communes de Matignon et de Saint-Cast-Le-Guildo. Il porte sur la réhabilitation du revêtement d'un chemin rural d'une longueur totale de 2,8 kilomètres, reliant la rue des Burons (Saint-Cast-Le-Guildo) au rond-point du 19 mars 1962 (Matignon).

Cet aménagement vise à assurer une liaison douce et sécurisée entre le centre-bourg de Matignon, le centre-ville et les plages de Saint-Cast-Le-Guildo.

Cet itinéraire, actuellement identifié comme « existant » au Plan Vélo Communautaire, présente aujourd'hui un revêtement en enduit gravillonné dégradé, peu adapté aux mobilités cyclables, une largeur comprise entre 2 et 3 mètres selon la localisation. Le chemin sera ainsi élargi à 3 mètres lorsque cela est possible et le revêtement sera modifié. Un enrobé permettra d'assurer le confort et la sécurité des cyclistes.

Le projet se structure en cinq séquences distinctes, adaptées aux usages et aux contraintes topographiques du terrain :

- Séquence 1 - Saint-Cast-Le-Guildo - de la rue des Burons jusqu'au site de l'Accrobranche : Aménagement d'une voie partagée sur une distance de 750 mètres. Le revêtement prévu est un enduit gravillonné, pour un coût estimé à 5 216,80 € HT. Cet aménagement est exclu du soutien financier. En effet, la structure de la chaussée (enduit gravillonné) est jugée peu propice aux mobilités cyclables et la voie reste partagée avec les véhicules automobiles. Or, selon le règlement des fonds de concours aux communes, seules les parties exclusivement cyclables sont éligibles,
- Séquence 2 - Saint-Cast-Le Guildo) - de l'Accrobranche à la limite administrative communale : Création d'une voie verte sur une distance de 500 mètres. Le revêtement prévu est en béton bitumineux, pour un coût estimé à 44 500,00 € H.T,
- Séquence 3 - Matignon - de la limite administrative jusqu'à la route de la Ville Corbin : Aménagement d'une voie verte (ouverte aux seuls riverains) sur une distance de 330 mètres. Le revêtement prévu est en béton bitumineux (enrobé),
- Séquence 4 - Matignon - de la route de la Ville Corbin jusqu'à la rue de la Vallée des Lys : Aménagement d'une voie verte sur une distance de 760 mètres. Le revêtement prévu est en béton bitumineux (enrobé),
- Séquence 5 - Matignon - de la rue de la Vallée des Lys jusqu'au rond-point du 19 mars 1962 : Intégration d'une zone de rencontre sur une distance de 300 mètres. Le revêtement actuel étant de qualité satisfaisante, il ne nécessite pas de travaux de reprise.

En termes de signalétique, le projet devra inclure l'intégration de panneaux directionnels permettant d'assurer la connaissance et l'usage de cet itinéraire par les cyclistes, piétons et autres mobilités actives.

Cet aménagement répond à des enjeux majeurs de sécurité, de mobilité durable et d'attractivité du territoire :

- Sécurisation des usagers vulnérables : en offrant une alternative concrète et protégée à la route départementale RD 13 (axe à fort trafic limité à 80 km/h), le projet garantit la sécurité des cyclistes et des piétons se déplaçant entre Matignon, Saint-Cast-Le-Guildo et le littoral,
- Conformité technique et environnementale : l'ensemble des aménagements programmés respecte les prescriptions techniques et environnementales préconisées par le CEREMA,
- Maillage territorial et intermodalité : cette réalisation permet de connecter le réseau local à la Vélomaritime (EuroVelo 4). Elle prolonge également de manière cohérente l'axe structurant récemment réalisé par Dinan Agglomération entre Matignon et Notre Dame du Guildo, parachevant ainsi la desserte en mobilités douces du secteur. Enfin, cette liaison est suffisamment sécurisée pour permettre aux collégiens de Saint-Cast-Le-Guildo de rejoindre leur établissement à vélo, en toute autonomie.

Le financement prévisionnel s'établit comme suit :

| Dépenses                                 | Montants HT  | Recettes                                                    | Montants HT  |
|------------------------------------------|--------------|-------------------------------------------------------------|--------------|
| Investissement de Matignon               | 75 000 €     | Financement Plan Vélo Communautaire de Matignon             | 37 500 €     |
| Investissement de Saint-Cast Le Guildo : |              | Autofinancement de Matignon                                 | 37 500 €     |
| Séquence 1                               | 5 216,80 €   | Financement Plan Vélo Communautaire de Saint-Cast-Le-Guildo | 22 250 €     |
| Séquence 2                               | 44 500 €     | Autofinancement de Saint-Cast-Le-Guildo                     | 27 466,80 €  |
| TOTAL (HT)                               | 124 716,80 € | TOTAL (HT)                                                  | 124 716,80 € |

La réalisation des flux devrait s'établir en septembre 2026.

Le coût du projet pour la commune de Matignon s'élève à 75 000 € HT. La commune sollicite donc le soutien financier de Dinan Agglomération au titre du Plan Vélo Communautaire, à hauteur de 37 500 €, conformément au tableau de financement présenté ci-dessus.

Le coût du projet pour la commune de Saint-Cast-Le-Guildo s'élève à 49 716,80 € HT pour les séquences 1 et 2. Cependant, seule la séquence 2 répond aux critères d'éligibilité du dispositif de soutien financier aux communes. Le tableau de financement présenté ci-dessus est adapté en conséquence : il intègre une subvention communautaire à hauteur de 22 250 €, soit 50 % du montant HT des travaux de la seule séquence 2.

Le versement de cette aide est conditionné à l'implantation, par la commune, d'une signalétique directionnelle claire à l'attention des cyclistes, définie en concertation avec les services de Dinan Agglomération.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code des transports,

Vu les arrêtés préfectoraux en date des 25 novembre 2016 et 27 janvier 2025 portant création et modification des statuts de la Communauté d'agglomération de Dinan Agglomération,

Vu la délibération n° CA-2021-140 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 10 décembre 2021 relative aux modalités du financement des aménagements et services dans le cadre du Plan Vélo de Dinan Agglomération,

Vu la délibération n° CA-2022-059 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 27 juin 2022 relative aux modalités d'octroi d'un soutien financier pour les liaisons secondaires dans le cadre du Plan Vélo de Dinan Agglomération,

Vu la délibération n° CA 2024-049 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 29 avril 2024 relative aux modifications des modalités d'octroi d'un soutien financier pour les liaisons secondaires dans le cadre du Plan Vélo de Dinan Agglomération,

Vu la délibération de Dinan Agglomération n° CA-2026-044, en date du 9 avril 2026, portant élection de Monsieur Arnaud LECUYER, Président de Dinan Agglomération,

Ainsi, considérant l'ensemble de ces éléments,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide de :

- **Attribuer** un soutien financier de 22 250 € à la commune de Saint-Cast-Le-Guildo au titre du Plan Vélo Communautaire,
- **Autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération.

**Délibération adoptée à l'unanimité**

(Abstentions : 7)

---

## ADMINISTRATION GENERALE

---

|                            |                                                                                                                                                                       |
|----------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Délibération : CA-2026-113 | <u>Objet</u> : Convention de « mise en œuvre du programme de développement économique territorial IBREIZH – Volet économie maritime » – Approbation des modifications |
|----------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**Rapporteur** : Monsieur Patrick BARRAUX

Le parc éolien en mer en Baie de Saint-Brieuc est issu d'un appel d'offres national lancé le 11 juillet 2011. Le consortium Ailes Marines a été désigné lauréat le 23 avril 2012. Ce parc a une superficie de 75 km² et est constitué de 62 éoliennes reliées à une sous-station électrique en mer située au centre du parc.

Le programme IBReizh, définissant le cadre d'intervention d'Ailes Marines sur le territoire breton en matière de développement économique et formation, de développement touristique, d'appui à la filière pêche et aquaculture et de protection de l'environnement et de biodiversité, a été signé entre la Région Bretagne et Ailes

Marines par une convention en date du 29 novembre 2022 pour une durée de sept (7) ans.

IBReizh a pour objectif de financer des projets opérationnels et de développement économique territorial en dehors des dynamiques de compensations (secteur de la pêche, communes).

Le champ d'intervention du programme se concentre sur 2 axes, énergie et mer croisés avec 4 thématiques :

- Développement touristique : intégration du parc éolien dans l'offre touristique locale,
- Accompagnement des filières halieutiques,
- Environnement et biodiversité,
- Economie maritime.

Pour mettre en place ce dispositif, Ailes Marines souhaite s'appuyer sur des structures existantes intitulées « têtes de réseaux », lesquelles serviront d'interface avec les porteurs de projets et assureront l'analyse des projets prétendants à un financement IBReizh mais également l'ingénierie administrative et financière.

Les structures membres des Groupes d'Action Locale Pêche et Aquaculture (GALPA) costarmoricains et breilliens ont été identifiées par Ailes Marines et la Région Bretagne comme « tête de réseau » pour le volet « économie maritime ». Ces structures sont :

- Dinan Agglomération et les communautés de communes du Pays de Saint-Malo composant le GALPA de Côte d'Emeraude Rance et Baie du Mont Saint-Michel,
- Saint-Brieuc Armor agglomération et Lamballe Terre et Mer composant le GALPA de la baie de Saint-Brieuc,
- Lanion Trégor communauté, Leff Armor communautés et Guingamp Paimpol Agglomération composant le GALPA « Glaz and co ».

Par sa délibération n°CA-2025-118 en date du 15 juillet 2025, le Conseil Communautaire de Dinan Agglomération autorisait la signature de cette convention de partenariat avec Ailes Marines.

Saint-Brieuc Armor Agglomération, bien qu'ayant délibéré en Conseil Communautaire le 16 octobre dernier (n°DB-207-2025), ne souhaite plus contractualiser avec Ailes marines en tant qu'EPCI « tête de réseau » du volet économie maritime du programme IBReizh.

De ce fait, une nouvelle convention, relative à la mise en œuvre du programme de développement économique territorial IBReizh – volet économie maritime, est soumise à l'approbation du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération et Lannion-Trégor Communauté **en modifiant les partenaires et territoires concernés.**

Pour mémoire, cette convention a pour objet de fixer les conditions de mise en œuvre du programme IBReizh – volet économie maritime ainsi que les obligations des EPCI « têtes de réseaux » et d'Ailes Marines.

Parmi les obligations des EPCI « têtes de réseau », les suivantes sont à souligner :

- Contribuer à l'identification de porteurs de projets et procéder à la collecte des projets locaux prétendant à un financement IBReizh,
- Vérifier l'éligibilité de ces projets au regard des critères de sélection d'Ailes Marines précisés dans la présente convention,
- Transmettre les projets candidats éligibles à Ailes Marines pour sélection,

- Assurer l'ingénierie administrative et financière,
- Transférer les fonds IBReizh aux porteurs de projets sélectionnés par Ailes Marines,
- Rendre compte à Ailes Marines deux fois par an de l'avancées des actions mises en œuvre et des sommes engagées.

Ailes Marines s'engage notamment à :

- Apporter une compensation financière aux EPCI « têtes de réseau » pour la gestion financière et administrative des dossiers,
- Procéder à la sélection des projets qui bénéficieront d'un financement IBReizh.

Les critères de sélection des projets retenus par Ailes Marines sont les suivants :

| CRITERES OBLIGATOIRES |                                                                                                     |
|-----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Cible 1               | Se dérouler sur le périmètre de l'un des 3 territoires (cf préambule)                               |
| Cible 2               | Bénéficiaires et/ou intérêts collectifs                                                             |
| Cible 3               | Implication des acteurs du territoire<br><i>Le projet mobilise des acteurs du territoire</i>        |
| Cible 4               | Les projets doivent s'inscrire en cohérence avec la réglementation en vigueur dont les aides d'Etat |

| CIBLES A ATTEINDRE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>1. Viabilité du projet</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p>Prérequis du projet</p> <p>Le projet s'appuie sur des études spécifiques, s'inscrit dans un schéma ou un programme d'actions et est en adéquation avec les politiques publiques territoriales.</p>                                                                                                                                                 |
| <p>Faisabilité financière du projet</p> <p>Le budget est réaliste et efficient</p> <p>Capacité financière du Porteur de Projet (PP), derniers bilans</p>                                                                                                                                                                                              |
| <p>Compétences techniques du porteur de projet</p> <p>Le porteur dispose de compétences internes ou externes nécessaires à la mise en œuvre du projet.</p>                                                                                                                                                                                            |
| <p>Pérennité du projet</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'adéquation entre coûts et objectifs visés a été étudiée (sur le long terme...)</li> <li>- Le projet a intégré une évaluation des besoins et des risques</li> <li>- La pérennité du projet au-delà de l'apport de l'aide IBreizh est prévue par le porteur de projet.</li> </ul> |

| 2. Prise en compte du développement durable et des enjeux de transition écologique                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Pilier environnemental</p> <p>Le projet participe à une gestion durable des ressources et/ou des milieux, à une gestion équilibrée entre les différents usages, au développement de pratiques éco-responsables.</p>                                                            |                                                                                                                                           |
| <p>Pilier économique</p> <p>Le projet favorise la création d'activités nouvelles, la création de valeur ajoutée pour l'économie bleue.</p> <p>Le projet permet de renforcer l'attractivité et le développement économique en lien avec le parc éolien en mer de Saint-Brieuc.</p> |                                                                                                                                           |
| <p>Pilier social</p> <p>Le projet permet de créer ou de maintenir de l'emploi, de renforcer l'attractivité et l'image des métiers</p>                                                                                                                                             |                                                                                                                                           |
| CRITERES FINANCIERS                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                           |
| Cofinancement                                                                                                                                                                                                                                                                     | Les projets prioritairement retenus seront des projets présentant des co-financements publics ou privés et/ou une part d'autofinancement. |

Documents annexés :

- Le projet de convention de mandat entre les EPCI « têtes de réseau » et Ailes Marines et ses annexes,
- Annexe 1 « exemple de fiche projet »,
- Annexe 2 « Document de compliance à remplir par les porteurs projets »,
- Annexe 3 « circuit de gestion ».

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.5721-1 à L.5721-9 et L.5722-1 à L.5722-9,

**Vu** les arrêtés préfectoraux en date des 25 novembre 2016 et 27 janvier 2025 portant création et modification des statuts de la communauté d'agglomération Dinan Agglomération,

**Vu** la délibération n°CA-2025-118 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 15 juillet 2025 validant la convention de partenariat et autorisant sa signature,

Ainsi, et considérant l'ensemble de ces éléments,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide de :**

- **Approuver** le projet de convention annexé à la présente délibération et ses annexes, qui seront signés par Ailes Marines et les deux « têtes de réseau » Dinan Agglomération et Lannion-Trégor Communauté.
- **Autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant légal, à signer tous les actes juridiques, administratifs et financiers qui se rapportent au programme IBReizh, dont la présente convention.
- **Autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer toute pièce relative à l'application de la présente délibération.

## Délibération adoptée à l'unanimité

(Abstentions : 2)

---

### DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, EMPLOI ET FORMATION

---

|                            |                                                                                                             |
|----------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Délibération : CA-2026-114 | <u>Objet</u> : Lancement des Appels à Manifestation d'intérêt pour la réalisation de villages d'entreprises |
|----------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Rapporteur : Monsieur Thierry ORVEILLON

Conformément à la stratégie d'aménagement économique adoptée par le Conseil Communautaire du 25 mars 2024, est prévue la réalisation de villages d'entreprises pour poursuivre l'objectif de sobriété et de mutualisation du foncier économique.

Les villages d'entreprises permettent de proposer, sur un même terrain, des locaux d'activités pour les artisans et les entreprises de petite industrie et de services en mutualisant les espaces d'accès, de voirie et de stationnement et en compactant les bâtiments d'activités.

Ces villages d'entreprises sont réalisés par des opérateurs immobiliers, dans le cadre d'un partenariat avec Dinan Agglomération, et sous condition de commercialisation et de faisabilité économique du projet.

Ce modèle immobilier existe depuis de nombreuses années mais est encore peu développé sur le territoire de Dinan Agglomération.

Afin de trouver l'opérateur immobilier en capacité de réaliser le projet de village d'entreprises, il est proposé de lancer des Appels à Manifestation d'Intérêt (AMI).

Lors du Bureau Communautaire du 9 décembre 2024, il a été proposé d'expérimenter le bail à construction sur les villages d'entreprises qui seraient réalisés sur les terrains appartenant à Dinan Agglomération en zones d'activités.

Le principe est le suivant : le promoteur du village d'entreprises signe un bail de 60 ans avec Dinan Agglomération et construit un ensemble de cellules d'activités dont il est propriétaire et qu'il peut céder à des entreprises.

Chaque artisan devient propriétaire de son local s'il le souhaite et peut le revendre dans le délai du bail. Le bail à construction peut être prorogé si de nouveaux investissements sont nécessaires et si la destination des locaux en activité est bien maintenue.

L'intérêt du bail à construction est de garantir que le terrain gardera sa vocation artisanale et économique à terme.

Une première expérimentation a été lancée fin 2025 avec la Société d'Economie Mixte (SEM) Breizh pour la réalisation d'un village d'entreprises sur la Zone d'Activités (ZA) du Chemin Vert à Matignon, en bail à construction. Les études sont en cours pour finaliser le montage et le programme de l'opération.

Au vu des demandes des entreprises et de la rareté foncière de certaines zones d'activités, il est proposé de lancer plusieurs Appels à Manifestation d'Intérêt, afin de choisir le promoteur le mieux à même de respecter les objectifs de densification et de qualité urbaine et architecturale de chaque projet, sur la base d'un cahier des charges reprenant la stratégie d'aménagement économique.

Il a également été proposé de prévoir un village d'entreprises dans l'aménagement des extensions de zones d'activités telles que prévues dans le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUiH) arrêté le 16 février 2026.

Les premières zones d'activités qui feront l'objet d'une extension jusqu'en 2031 sont les suivantes :

- ZA de Coutelouche à Beaussais-sur-Mer,
- ZA de Bellevue à Créhen,
- ZA de la Grignardais à Pleslin-Trigavou,
- ZA des Gantelets à Caulnes.

En plus de ces sites, il est proposé de réaliser un village d'entreprises dans la ZA de Bel Air sur les communes de Quévert et d'Aucaleuc.

Au vu de l'avancement des opérations d'aménagement et de la disponibilité des terrains pour la réalisation d'un village d'entreprises, les 1ers AMI seront lancés dès l'été et l'automne 2026 pour les ZA de Coutelouche, de Bellevue et de Bel Air.

La décision finale de signer un bail à construction avec le promoteur sélectionné sera prise par le Bureau Communautaire, conformément à la délégation du Conseil Communautaire pour la cession de terrains.

Au vu des éléments, et des objectifs de sobriété foncière, il est proposé de lancer des Appels à Manifestation d'Intérêt (AMI) pour réaliser des villages d'entreprises sur les Zones d'activités, selon un modèle de consultation tel que présenté en annexe. Ce modèle pourra, le cas échéant, faire l'objet d'adaptations en fonction des villages d'entreprises concernés.

### Discussion :

Monsieur ORVEILLON indique à Madame LE MOAL qu'il s'agit de construction de villages d'entreprises sur les zones d'activités de Dinan Agglomération et que la question se posera pour les terrains en dehors des zones d'activités. Il rappelle le caractère expérimental de la proposition.

Monsieur MORAIN rappelle le dépôt de bilan des Escaliers FLIN et souligne que la reconversion du site en un lieu d'accueil destiné aux artisans et aux artistes constitue une réussite.

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'instruction gouvernementale NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015 relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements issus de l'application de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

**Vu** les arrêtés préfectoraux des 25 novembre 2016 et 27 janvier 2025 portant création et modification des statuts de la Communauté d'Agglomération de Dinan Agglomération,

**Vu** la délibération n°CA-2024-024 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 25 mars 2024 adoptant la stratégie d'aménagement économique,

**Vu** la délibération n°CA-2026-019 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 16 février 2026 adoptant le premier arrêté de projet du PLUiH dans le cadre de la révision générale,

**Vu** l'avis favorable du Bureau Communautaire du 4 mai 2026,  
Procès-Verbal – Conseil Communautaire du 22 juin 2026

Ainsi, considérant l'ensemble de ces éléments,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide de :**

- **Approuver** le lancement d'Appels à Manifestation d'Intérêt (AMI) pour réaliser des villages d'entreprises sur les Zones d'activités, selon un modèle de consultation tel que présenté en annexe.
- **Autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tous documents afférents aux Appels à Manifestation d'Intérêt.

**Délibération adoptée à l'unanimité**

*(Abstentions : 2)*

---

## CULTURE

---

|                            |                                                                      |
|----------------------------|----------------------------------------------------------------------|
| Délibération : CA-2026-115 | <b>Objet :</b> Tarifs de la saison culturelle 2026-2027 - Complément |
|----------------------------|----------------------------------------------------------------------|

**Rapporteure :** Madame Aurélie NICOLAS

Les tarifs de la Saison culturelle 2026/2027 ont été approuvés par délibération n°CA-2026-011 du Conseil Communautaire du 26 janvier 2026.

Cependant, dans le cadre la mise en place d'un partenariat avec le Théâtre National de Bretagne à Rennes et de l'organisation en juin 2027 d'une sortie permettant au public d'assister au spectacle « Mirage », il convient d'adopter un tarif spécifique complémentaire.

A cet effet, Dinan Agglomération affrètera un car pour le trajet Dinan-Rennes et règlera directement le coût des entrées et du buffet au Théâtre National de Bretagne pour 55 personnes.

- Le prix d'entrée du spectacle est de 22 € en tarif plein et 16 € en tarif réduit.
- Le coût du buffet est de 15 € par personne.

Il est donc proposé de fixer le tarif pour cette sortie (comprenant le transport en car, la place de spectacle et le buffet) comme suit :

- 45 € en tarif plein,
- 40 € en tarif réduit (applicable aux moins de 25 ans, étudiants, apprentis, demandeurs d'emploi, groupes dans le cadre d'un projet encadré, intermittents du spectacle, personnes en situation de handicap et leurs accompagnateurs et détenteurs de la carte d'abonnement).

**Discussion :**

Monsieur TISON souligne le coût relativement élevé de cette sortie à Rennes. Il observe qu'elle s'adresse, de ce fait, à un public disposant à la fois des moyens de se rendre à Dinan pour le départ et d'acquitter le tarif de 45 €.

Monsieur le Président rappelle que ce montant comprend le spectacle, le transport ainsi qu'un repas sur place.

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** les arrêtés préfectoraux des 25 novembre 2016 et 27 janvier 2025 portant création et modification des statuts la Communauté d'Agglomération de Dinan Agglomération,

**Vu** la délibération n°CA-2022-028 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 25 avril 2022 approuvant le nouveau projet culturel de l'agglomération,

**Vu** la délibération n°CA-2026-011 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 26 janvier 2026 approuvant les tarifs de la saison culturelle 2026-2027,

Ainsi, considérant l'ensemble de ces éléments,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide de :**

- **Fixer** le tarif de cette sortie au Théâtre National de Rennes afin de permettre au public d'assister, en juin 2027, au spectacle « *Mirage* » à 45 € en tarif plein et 40 € en tarif réduit.

Délibération adoptée à la majorité  
par 74 voix Pour, 2 voix Contre,  
(Abstentions : 14)

---

SPORT

---

|                            |                                                  |
|----------------------------|--------------------------------------------------|
| Délibération : CA-2026-116 | <u>Objet</u> : Piscine de la Planchette – Tarifs |
|----------------------------|--------------------------------------------------|

**Rapporteure** : Madame Christelle GUINIO

Comme chaque année, il vous est proposé d'adopter les tarifs pour les activités sportives, récapitulés dans le tableau joint en annexe.

**Vu** l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales selon lequel il revient au Conseil Communautaire de voter des tarifs,

**Vu** les arrêtés préfectoraux des 25 novembre 2016 et 27 janvier 2025 portant création et modification de la Communauté d'Agglomération de Dinan Agglomération,

**Vu** la délibération n°CA-2018-671 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 29 octobre 2018 définissant l'intérêt communautaire pour l'exercice de la compétence optionnelle « construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire »,

**Vu** la délibération n°CA-2025-086 du Conseil Communautaire de Dinan Agglomération en date du 29 avril 2024 approuvant les tarifs sports 2025-2026,

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide de :**

- **Adopter** les tarifs des activités sportives, tels que présentés en annexe, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2026.

**Délibération adoptée à la majorité**  
**par 80 voix Pour, 2 voix Contre,**  
*(Abstentions : 5)*  
*(N'ont pas pris part au vote : 1)*

Monsieur le Président propose d'ajouter à l'ordre du jour une motion relative à l'hôpital et invite Monsieur DAUPHIN à présenter celle adoptée par le Conseil municipal de Languédias.

A l'issue des échanges, les membres du Conseil communautaire conviennent de retravailler cette motion afin de la présenter de nouveau lors de la séance du mois de juillet.

Les principaux points abordés au cours de la discussion sont les suivants :

- L'orientation des patients victimes d'Accidents Vasculaires Cérébraux (AVC) et d'infarctus vers Saint-Malo,
- La nécessité d'adosser un projet architectural au projet médical de l'établissement,
- Les conditions de travail particulièrement difficiles au sein de l'hôpital,
- Les dispositions législatives qui empêchent un médecin urgentiste de reprendre une activité de médecin généraliste,
- La question de la régionalisation de l'organisation du système de santé,
- La nécessité d'assurer la reprise complète du fonctionnement du service des urgences à compter du 1<sup>er</sup> octobre,
- L'orientation systématique des personnes âgées vers Saint-Malo.

Séance levée à 21h30